

## VLAAMSE OVERHEID

## Leefmilieu, Natuur en Energie

[C – 2016/36535]

**18 OKTOBER 2016. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 16 maart 2016 tot vaststelling van de faunabeheerzones**

De Vlaamse minister van Omgeving, Natuur en Landbouw,

Gelet op het Jachtdecreet van 24 juli 1991, artikel 25/1, ingevoegd bij het decreet van 3 juli 2015;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 25 april 2014 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder de jacht kan worden uitgeoefend, artikel 54;

Gelet op het ministerieel besluit van 16 maart 2016 tot vaststelling van de faunabeheerzones;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 maart 2015;

Gelet op advies nr. 57.329/1 en advies nr. 58.818/1 van de Raad van State, gegeven op respectievelijk 10 april 2015 en 15 februari 2016, met toepassing van artikel 84, §1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies van het Instituut voor Natuur- en Bosonderzoek INBO.A.3190, gegeven op 26 november 2014, de ligging van de bij dit besluit vastgestelde faunabeheerzones op wetenschappelijke wijze onderbouwt,

Besluit :

**Enig artikel.** In het vierde lid van de aanhef van het ministerieel besluit van 16 maart 2016 tot vaststelling van de faunabeheerzones worden de woorden “Gelet op advies nr. 57.329/1 en nr. 57.329/1 van de Raad van State” vervangen door de woorden “Gelet op advies nr. 57.329/1 en advies nr. 58.818/1 van de Raad van State”.

Brussel, 18 oktober 2016.

De Vlaamse minister van Omgeving, Natuur en Landbouw,  
J. SCHAUVLIEGE

## TRADUCTION

## AUTORITE FLAMANDE

## Environnement, Nature et Energie

[C – 2016/36535]

**18 OCTOBRE 2016. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 16 mars 2016 fixant les zones de gestion de la faune**

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture,

Vu le Décret sur la chasse du 24 juillet 1991, l'article 25/1, inséré par le décret du 3 juillet 2015 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 25 avril 2014 établissant les conditions d'exercice de la chasse, l'article 54 ;

Vu l'arrêté ministériel du 16 mars 2016 fixant les zones de gestion de la faune ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 4 mars 2015 ;

Vu les avis n° 57.329/1 et 58.818/1 du Conseil d'État, rendus respectivement le 10 avril 2015 et le 15 février 2016, en application de l'article 84, § 1er, premier alinéa, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que l'avis de l'« Instituut voor Natuur- en Bosonderzoek » (Institut de Recherche des Forêts et de la Nature) INBO.A.3190, rendu le 26 novembre 2014, appuie scientifiquement la situation des zones de gestion de la faune, fixées par le présent arrêté,

Arrête :

**Article unique.** Dans l'alinéa 4 du préambule de l'arrêté ministériel du 16 mars 2016 fixant les zones de gestion de la faune, les mots « Vu les avis n° 57.329/1 et 57.329/1 du Conseil d'Etat » sont remplacés par les mots « Vu les avis n° 57.329/1 et 58.818/1 du Conseil d'État ».

Bruxelles, le 18 octobre 2016.

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture,  
J. SCHAUVLIEGE

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2016/27312]

**6 OCTOBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision partielle du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planche 40/1) en vue de l'inscription d'une zone d'extraction et d'un périmètre de réservation pour la réalisation d'un échangeur routier sur le territoire de la commune de Mont-Saint-Guibert (Corbais)**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du 22 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 1<sup>er</sup>, 4, 22, 23, 25, 32, 35, 38, 40 et 42 à 46;

Vu le schéma de développement de l'espace régional (SDER) adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999 et considérant que l'option retenue, en ce qui concerne la protection et la gestion des ressources du sous-sol, est de répondre aux besoins d'espaces nécessaires à l'activité extractive pour les trente prochaines années;

Vu l'arrêté royal du 28 mars 1979 établissant le plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 décidant la mise en révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planche 40/1) et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription d'une zone d'extraction à Mont-Saint-Guibert (Corbais);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 complétant, par l'inscription d'un périmètre de réservation destiné à permettre la réalisation d'un échangeur routier prévu au titre de compensation alternative, l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 décidant la mise en révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planche 40/1) et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription d'une zone d'extraction à Mont-Saint-Guibert (Corbais);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 2010 décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planche 40/1) en vue de l'inscription d'une zone d'extraction et d'un périmètre de réservation pour la réalisation d'un échangeur routier sur le territoire de la commune de Mont-Saint-Guibert (Corbais), et adoptant le contenu de l'étude d'incidences de plan;

Vu l'étude d'incidences sur l'avant-projet de plan de secteur réalisée par le Bureau CSD Ingénieurs Conseils SA, dûment agréé conformément à l'article 42, alinéa 4, du Code;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planche 40/1) en vue de l'inscription d'une zone d'extraction et d'un périmètre de réservation pour la réalisation d'un échangeur routier sur le territoire de la commune de Mont-Saint-Guibert (Corbais);

Considérant que cet arrêté prévoit :

1. l'inscription d'une zone d'extraction de sables d'environ 47Ha en extension de la sablière existante localisée à proximité des routes RN25 et N4, garantissant, au rythme actuel d'exploitation, environ 23 ans d'activité;
2. que les terrains de la future zone d'extraction sont marqués d'une prescription supplémentaire \*S.57 précisant leur réaffectation en zone naturelle après exploitation;
3. que les compensations alternatives consistent en la création d'un échangeur routier complet à hauteur de la rue des Trois Burettes, d'une part, et en un réaménagement en zone naturelle de la totalité de l'extension de cette zone d'extraction;

Considérant que l'enquête publique qui s'est déroulée du 13 janvier 2014 au 26 février 2014 sur le territoire de la commune de Mont-Saint-Guibert, a donné lieu à quatre réclamations et observations répertoriées comme suit :

- VIVAQUA 17-19, Boulevard de l'Impératrice – 1000 Bruxelles, qui fournit les plans de ses installations aux abords du site concerné et demande à être contacté pour tout projet afin d'en étudier l'impact sur ses installations;
- NATAGORA 5, Chemin des Prés – 1320 Nodebais, qui confirme la classification du site actuel de la sablière comme site de grand intérêt biologique (SGIB 651), se réjouit de la réaffectation du site de l'extension de la sablière en zone naturelle en fin d'exploitation et demande la mise en place d'un comité d'accompagnement pour encadrer la phase d'exploitation et la phase de réhabilitation;
- HSP( SHANKS) 1, Chemin du Stocquoy – 1300 Wavre, qui indique ne pas être propriétaire de l'ensemble des parcelles couvertes par l'extension de la zone d'extraction, de sorte que rien ne permet d'assurer à ce stade qu'elle pourra exploiter l'ensemble de l'extension prévue; sur base du principe de proportionnalité prévu dans le mécanisme des compensations, elle demande en conséquence « d'envisager une compensation qui soit en phase avec le droit d'exploitation de chacune des zones de propriété du site », en d'autres termes, de ne prévoir les compensations qu'au fur et à mesure qu'elle aura pu obtenir le droit d'exploiter en s'étant rendue au préalable propriétaire des parcelles concernées;
- BADOT-BLANCKE Christine et Jean 27, Avenue de l'Etang – 1435 Mont-Saint-Guibert, qui demande un aménagement du carrefour RN25/rue des Trois Burettes qui ne pénalise pas le trafic venant de Mont-Saint-Guibert, que pour la phase d'exploitation il soit fait référence au niveau le plus élevé de la nappe phréatique et non à son niveau moyen et, pour les conditions d'exploitation, aux techniques actuelles de protection de l'environnement; enfin il y aura lieu de prendre les dispositions afin d'éviter les nuisances potentielles (salissures) générées par le charroi provenant de la sablière pour les voiries publiques environnantes;

Considérant qu'une réunion d'information s'est tenue le 15 janvier 2014 en application de l'article 4 du CWATUPE;

Considérant que la réunion de concertation prévue par l'article 43 du CWATUPE s'est tenue le 3 mars 2014;

Vu le procès verbal de cette réunion de concertation;

Vu l'avis du conseil communal de Mont-Saint-Guibert du 24 avril 2014 qui décide à l'unanimité :

- d'émettre un avis favorable sur la révision partielle du plan de secteur Wavre-Jodoigne-Perwez (planche 40/1) en vue de l'inscription d'une zone d'extraction moyennant :
  - \* comme contre-proposition au projet soumis à enquête publique, la réalisation de l'aménagement d'un échangeur secondaire avec la RN25 ... à hauteur de la rue de la Petite Sibérie; cet échangeur secondaire, faisant l'objet d'une proposition concrète de la commune, prend la forme d'un rond-point;
  - \* la préservation de l'ouverture paysagère le long de la Nationale 4; à cet effet, la commune exige qu'un plan d'aménagement paysager soit joint à la demande de permis;
- de proposer que ces conditions soient inscrites au plan de secteur sous la forme d'options d'aménagement [lire : mesures d'aménagement] conformément à l'article 23, alinéa 2, 3°, du CWATUPE;

Vu l'avis favorable du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable (CWEDD) donné le 13 octobre 2014;

Considérant que cet avis indique que « Le CWEDD, quant à la qualité de l'étude d'incidences, estime que l'étude contient les éléments nécessaires à la prise de décision » et que « L'autorité compétente y trouvera les éléments pour prendre sa décision »;

Considérant qu'il se déduit de cet avis, pour ce qui concerne l'opportunité environnementale du projet, que le CWEDD est favorable :

- à l'inscription d'une zone d'extraction telle que prévue au projet de plan de secteur;
- à l'inscription d'une prescription supplémentaire \*S.57 sur la future zone d'extraction, précisant son affectation en zone naturelle après exploitation;
- à l'inscription d'un périmètre de réservation tel que prévu au projet de plan de secteur en vue d'y réaliser un échangeur à charge de l'exploitant carrier;
- au réaménagement, après exploitation, de la totalité de la future zone d'extraction en zone naturelle à charge de l'exploitant carrier;

Considérant que le Conseil rappelle son avis favorable au maintien d'une ouverture paysagère depuis la N4, qui devrait se traduire par « l'aménagement de merlons modelés avec souplesse, de manière à les intégrer au mieux au relief naturel »;

Considérant enfin que le CWEDD estime que l'étude en matière de mobilité (étude détaillée de l'échangeur et proposition adéquate de variante du périmètre de réservation) est complète, mais note l'existence de la proposition alternative formulée par la commune de Mont-Saint-Guibert, consistant en l'aménagement d'un rond-point à hauteur de l'entrée de la sablière, rue de la Petite Sibérie. Le Conseil estime que « Les arguments invoqués par la commune semblent mériter une analyse approfondie, afin de choisir la solution la meilleure du point de vue de la mobilité, et la moins impactante du point de vue environnemental. »;

Vu l'avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire (CRAT) du 23 octobre 2014;

Considérant que cet avis indique que la CRAT est favorable à l'objectif de la révision du plan de secteur qui vise à l'inscription d'une zone d'extraction en extension d'une carrière existante à Mont-Saint-Guibert (Corbais);

Considérant que cet avis précise les points suivants :

- sur l'inscription d'une zone d'extraction :

La CRAT est favorable à l'inscription de cette zone.

La CRAT relève, comme le bureau d'étude d'incidences, que l'extension de la zone d'extraction de Mont-Saint-Guibert se justifie au vu des besoins socio-économiques avérés. Par ailleurs, l'étude démontre l'existence d'un gisement de sables à l'endroit considéré permettant la poursuite des activités de la sablière en pourvoyant à ses besoins d'espace pour environ 20 ans;

- sur l'inscription d'une prescription supplémentaire \*S.57 sur les terrains de la future zone d'extraction :

La CRAT ne peut se prononcer quant à l'inscription de cette prescription.

Bien que favorable à la réaffectation de cette zone en zone naturelle après exploitation, la Commission s'interroge sur l'utilisation d'une telle prescription à des fins de réaffectation du plan de secteur;

- sur l'élaboration d'une évaluation archéologique préalablement à la mise en œuvre de la zone d'extraction :

La CRAT est favorable à l'élaboration d'une évaluation archéologique à ce stade;

- sur l'aménagement d'un échangeur routier complet à hauteur de la rue des Trois Burettes, à charge de l'exploitant carrier (1<sup>o</sup> compensation) :

La CRAT est favorable au principe d'une compensation alternative visant l'amélioration de l'accessibilité routière du lieu, par l'inscription d'un périmètre de réservation suivi de la construction d'une infrastructure. Toutefois, la CRAT est défavorable à la proposition d'aménagement telle que proposée.

Elle estime en effet que la proposition émise par la commune de Mont-Saint-Guibert est plus pertinente. La proposition d'aménager un échangeur secondaire, sous la forme d'un rond-point, à la hauteur de l'entrée actuelle de la sablière (rue de la Petite Sibérie) semble en effet plus praticable et moins impactante pour l'environnement. Elle permet en effet d'éviter de créer une rupture dans la bande boisée située le long de la RN25 et donc de limiter les impacts sur le maillage écologique local;

- sur un réaménagement, après exploitation, de la totalité de l'extension de zone d'extraction en zone naturelle à charge de l'exploitant carrier. (2<sup>o</sup> compensation) :

La CRAT est favorable à cette compensation alternative.

Toutefois, la CRAT considère qu'il s'agit davantage de recommandations qui pourraient être intégrées dans le permis d'environnement;

- sur la qualité de l'étude d'incidences :

La CRAT estime que l'étude d'incidences est de bonne qualité.

Elle permet en effet d'appréhender correctement l'ensemble des impacts du projet sur l'environnement;

Considérant que dans son avis du 24 octobre 2014, la DGO1 soulève certaines contraintes techniques pour la réalisation de l'échangeur routier, notamment par rapport à la proposition de giratoire avancée par la commune de Mont-Saint-Guibert (rayons de raccordement esquissés non conformes aux normes, pas d'étude d'altimétrie du projet,...) nécessitant une adaptation du périmètre de réservation qui lui est associé;

Considérant que cet avis précise « La faisabilité du giratoire précité n'étant pas garantie, il serait nécessaire que les compensations imposées dans le cadre de l'extension de l'exploitation permettent cet aménagement ou l'alternative existante »;

Vu le courrier complémentaire de la DGO1 du 23 décembre 2014 précisant le périmètre de réservation souhaitable pour permettre la mise en œuvre de ces deux options;

Considérant que dans son avis du 31 octobre 2014, le Département de la Nature et des Forêts de la DGO3 est favorable moyennant le respect des conditions suivantes :

- au niveau de la carrière en cours d'exploitation, la zone déjà exploitée et réaménagée sera reprise en zone d'espaces verts au plan de secteur;
- au terme de son exploitation, la zone de la sablière actuellement en exploitation sera reprise en zone naturelle au plan de secteur;
- au terme de l'exploitation, la zone d'extension sera inscrite en zone naturelle au plan de secteur;
- au terme de l'exploitation, l'exploitant réhabilitera la carrière en zone naturelle. Celle-ci reprendra une zone de parois favorable à la nidification des hirondelles de rivage, des zones sableuses et oligotrophes, des plans d'eau permanents et des mares temporaires. Un plan de gestion à long terme sera réalisé et soumis au DNF au plus tard un an avant la fin de l'exploitation;
- au terme de l'exploitation, l'exploitant introduira une demande de mise sous statut de la zone naturelle réhabilitée en réserve naturelle agréée ou domaniale;
- l'exploitant assurera la gestion de cette réserve naturelle ou la confiera dans cette optique à un tiers;
- les plantations seront réalisées uniquement au moyen d'essences d'origine indigène en mélange.

Une bande boisée ou une haie vive triple rang, d'une longueur au moins équivalente à la longueur de la bande boisée impactée par la construction de la bretelle d'accès sera plantée en compensation à sa destruction;

- un plan de gestion des espèces invasives sera mis en œuvre dès le début de l'exploitation;
- toutes les recommandations de l'auteur de l'étude d'incidences en matière de bonne gestion vis-à-vis du milieu naturel en cours d'exploitation seront respectées;

Considérant que le Gouvernement wallon, après avoir examiné les réclamations formulées au cours de l'enquête publique et les avis exprimés par les instances consultées entend y apporter les réponses suivantes;

Considérant que les quatre réclamations et observations émises lors de l'enquête publique ne remettent pas en cause le principe de l'extension de la sablière; qu'elles portent essentiellement sur des mesures qui relèvent du permis qui sera nécessaire pour l'exploitation de la nouvelle zone d'extraction et non sur la présente révision du plan de secteur; que ces points seront dès lors examinés ultérieurement;

Considérant que pour ce qui concerne la mise en phase de la compensation alternative avec le droit d'exploitation, le Gouvernement wallon n'entend pas s'écarter des avis de la CRAT et du CWEDD qui sont favorables au réaménagement, après exploitation, de la totalité de la future zone d'extraction en zone naturelle à charge de l'exploitant carrier; qu'en toute hypothèse, ce réaménagement ne portera que sur les parcelles exploitées, ce qui répond au souhait du demandeur;

Considérant que le Gouvernement wallon entend privilégier la proposition avancée par la commune de Mont-Saint-Guibert en ce qui concerne la réalisation de l'échangeur routier à hauteur de la rue de la Petite Sibérie, pour autant que sa faisabilité technique soit démontrée; dans le cas contraire une proposition alternative, concertée entre la DGO1 et la commune, sera envisagée;

Considérant que le périmètre de réservation a été modifié en ce sens; qu'en effet celui-ci reprend le périmètre déterminé par la DGO1 permettant la réalisation soit de la proposition de la commune de Mont-Saint-Guibert, soit d'une proposition alternative;

Vu la convention relative à la réalisation d'aménagements destinés à l'amélioration de la mobilité à hauteur des jonctions RN4, RN25 et RN25a, signée en date du 11 mai 2016 par la SOFICO, la société anonyme SHANKS, la commune de Mont-Saint-Guibert et la Région wallonne;

Considérant que cette convention prévoit la mise à disposition, par la S.A. SHANKS, d'une somme de 700.000 € « à titre de compensation de mobilité » et fixe par ailleurs les modalités de son utilisation;

Considérant que la préservation de l'ouverture paysagère le long de la Nationale 4 sera prise en compte lors de l'examen de la demande de permis;

Considérant que la réaffectation de la future zone d'extraction en zone naturelle après exploitation et l'inscription d'une prescription supplémentaire à cet effet est préconisée par l'étude d'incidences; que la remarque formulée par la CRAT à ce propos concerne la validité juridique de l'utilisation d'une prescription supplémentaire à des fins de réaffectation du plan de secteur;

Considérant que les types de prescriptions supplémentaires identifiées à l'article 41 du CWATUP ne constituent pas une liste limitative des prescriptions supplémentaires dont l'utilisation est autorisée; que ledit article précise d'ailleurs que « le Gouvernement peut arrêter la liste des prescriptions supplémentaires »;

Considérant, pour ce qui concerne les deux premières conditions de l'avis favorable de la DGO3, à savoir l'inscription en zone d'espace vert de la zone d'extraction déjà exploitée et réaménagée ainsi que l'inscription en zone naturelle de la zone actuellement exploitée, celles-ci n'ayant pas été soumises à l'enquête publique, le gouvernement n'entend pas y donner suite;

Considérant que le Gouvernement wallon confirme sa volonté de faire procéder à une réhabilitation active de la future sablière en zone naturelle au terme de l'exploitation, à charge de l'exploitant, au titre de compensation alternative;

Considérant qu'une convention entre la SA SHANKS et le Département de la Nature et des Forêts de la DGO3 a été signée en date du 19 juillet 2016 afin de garantir l'effectivité de cette réhabilitation;

Considérant que les autres conditions de l'avis du Département de la Nature et des Forêts de la DGO3, pour ce qui va au-delà de la compensation alternative, seront prises en compte lors de l'examen de la demande de permis;

Considérant, en conclusion, que, sur base des avis émis par le Conseil communal, la CRAT, le CWEDD, la DGO1 et la DGO3, le Gouvernement wallon considère que l'extension de la zone d'extraction se justifie et, sur base du projet de révision du 27 juin 2013 soumis à enquête publique, décide d'adopter définitivement la révision du plan de secteur en retenant, à cette fin, l'inscription au plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez :

- \* d'une zone d'extraction d'environ 47 ha sur le territoire de la commune de Mont-Saint-Guibert (Corbais), dans le prolongement de l'exploitation actuelle, sur des terrains actuellement inscrits en zone agricole;
- \* d'un périmètre de réservation, destiné à permettre la réalisation, au titre de compensation alternative, d'un échangeur routier, préalablement à la mise en oeuvre du permis unique ou d'environnement; la réalisation de cet échangeur est mis à charge de l'exploitant carrier à raison de 700.000 € conformément à la convention précitée;
- \* d'une prescription supplémentaire \*S.57 précisant la réaffectation de la nouvelle zone d'extraction, après exploitation, en zone naturelle; le changement d'affectation sera matérialisé par la libération de la dernière tranche de la sûreté qu'imposera le permis unique ou d'environnement - ou tout autre permis en tenant lieu - requis pour l'exploitation de la carrière et les différentes phases de son réaménagement, conformément à l'article 55, § 5, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Le réaménagement en zone naturelle, après exploitation, de la zone d'extraction inscrite au plan de secteur par la présente révision, à charge de l'exploitant carrier, est imposé au titre de compensation alternative; la convention du 19 juillet 2016 précitée, établie entre la SA SHANKS et le Département de la Nature et des Forêts de la DGO3, garantira l'effectivité de cette réhabilitation;

Considérant que le charroi généré par la sablière représente une part infime (0,1 % à 2,6 % du flux global) du trafic observé sur les axes structurants à proximité du site et qu'il contribue dès lors peu à la saturation de ceux-ci; que l'adaptation de l'échangeur, si elle améliorera l'accessibilité de la sablière, se fera surtout au bénéfice de la fluidité globale du trafic aux environs du site et, en particulier, de l'accessibilité aux entreprises implantées dans les zones d'activité économique proches;

Considérant par ailleurs que la convention du 19 juillet 2016, établie entre la SA SHANKS et le Département de la Nature et des Forêts de la DGO3 vise à garantir une réhabilitation active et effective de la zone d'extraction après exploitation selon des modalités plus favorables à la conservation de la nature que celles qu'il est habituel d'imposer dans les permis délivrés pour l'exploitation des zones d'extraction;

Considérant que les compensations alternatives prévues par le présent arrêté constituent bien des plus-values sur le plan de la mobilité et de la protection de l'environnement et relèvent dès lors bien du mécanisme de la compensation prévu par le CWATUP;

Sur proposition de son Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planche 40/1) en vue de l'inscription d'une zone d'extraction et d'un périmètre de réservation pour la réalisation d'un échangeur routier sur le territoire de la commune de Mont-Saint-Guibert (Corbais), est adoptée définitivement conformément au plan ci-annexé.

**Art. 2.** La réalisation d'un échangeur routier, à charge de l'exploitant, est imposée au titre de compensation alternative; la réalisation de cet échangeur est un préalable à la mise en oeuvre du permis unique ou d'environnement.

**Art. 3.** La prescription supplémentaire \*S.57 précisant la réaffectation de la nouvelle zone d'extraction, après exploitation, en zone naturelle est inscrite au plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planche 40/1).

Le changement d'affectation sera matérialisé par la libération de la dernière tranche de la sûreté qu'imposera le permis unique ou d'environnement - ou tout autre permis en tenant lieu - requis pour l'exploitation de la carrière et les différentes phases de son réaménagement, conformément à l'article 55, § 5, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Le réaménagement en zone naturelle, après exploitation, de la zone d'extraction inscrite au plan de secteur par la présente révision est imposé, à charge de l'exploitant, au titre de compensation alternative.

**Art. 4.** Une évaluation archéologique de la nouvelle zone d'extraction est réalisée préalablement à la mise en oeuvre de la zone. Le calendrier des travaux relatif à cette évaluation est établi en concertation entre l'exploitant et la Direction de l'Archéologie du Service public de Wallonie, en fonction de la disponibilité des terrains concernés.

**Art. 5.** La déclaration environnementale produite par le Gouvernement en application de l'article 44 du Code est jointe en annexe au présent arrêté.

**Art. 6.** Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 octobre 2016.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports,  
et du Bien-être animal,  
C. DI ANTONIO



**Déclaration environnementale relative à l'adoption définitive de la révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planche 40/1) portant sur l'extension de la zone d'extraction et l'inscription d'un périmètre de réservation pour la réalisation d'un échangeur routier sur le territoire de la commune de Mont-Saint-Guibert (Corbais)**

La présente déclaration environnementale est requise en vertu de l'article 44, alinéa 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (ci-après : le Code).

Elle accompagne l'arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (Planche 40/1) portant sur l'extension de la zone d'extraction et l'inscription d'un périmètre de réservation pour la réalisation d'un échangeur routier sur le territoire de la commune de Mont-Saint-Guibert. Elle est publiée au *Moniteur belge* en même temps que ledit arrêté.

La présente déclaration environnementale résume la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans la révision du plan de secteur et dont l'étude d'incidences, les avis, les réclamations et les observations ont été pris en considération. Elle résume également les raisons des choix de la révision du plan de secteur compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées.

S'agissant d'un document de synthèse, la présente déclaration environnementale renvoie pour les détails et pour le surplus au texte de l'arrêté du Gouvernement wallon adoptant ladite révision du plan de secteur.

Dans un souci de lisibilité, la déclaration environnementale se subdivise en trois chapitres : le premier est consacré à l'objet de la révision du plan de secteur, le deuxième à la chronologie de la procédure de révision du plan de secteur et le troisième aux considérations environnementales.

### **1. Objet de la révision du plan de secteur**

La présente révision du plan de secteur vise à permettre la poursuite de l'exploitation existante du gisement de sable.

La demande pour ce produit devrait rester stable dans le futur alors que les réserves comprises dans la zone d'extraction actuelle sont épuisées. L'activité de la sablière génère 15 emplois directs. Le gisement est repris à l'inventaire des ressources du sous-sol réalisé par le Laboratoire d'analyses litho-et zoostratigraphiques du Département de Géologie de l'Université de Liège (Professeur Poty).

Cette révision du plan de secteur s'inscrit dans le droit fil de la note d'orientation adoptée par le Gouvernement wallon le 27 mars 2002 relative à la méthodologie de validation des dossiers de demande d'inscription de zones d'extraction dans les plans de secteurs. Aux termes de cette note, le Gouvernement a chargé le Ministre de l'Aménagement du Territoire de procéder à l'instruction des dossiers de demande d'extension de zone d'extraction sur la base de la méthodologie suivante : vérification que la demande porte sur un site validé par l'étude précitée du professeur Poty, qu'elle correspond à un plan stratégique de développement de

l'entreprise en termes économiques, d'emplois et de mobilité durable et qu'elle s'inscrit dans au moins une des priorités suivantes :

- l'exploitation actuelle ne peut plus se poursuivre plus de 6 ans dans les limites autorisées, en fonction du rythme d'exploitation actuel, sauf circonstances exceptionnelles ;
- la demande contribue à maintenir un potentiel productif dans un matériau servant d'intrant dans un secteur économique important en Wallonie.

La révision porte sur l'inscription au plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez :

- d'une zone d'extraction d'environ 47 ha sur le territoire de la commune de Mont-Saint-Guibert (Corbais), dans le prolongement de l'exploitation actuelle, sur des terrains actuellement inscrits en zone agricole ;
- d'un périmètre de réservation, destiné à permettre la réalisation, au titre de compensation alternative, d'un échangeur routier à charge de l'exploitant carrier, à raison de 700.000€ ; la réalisation de cet échangeur est un préalable à la mise en œuvre du permis unique ou d'environnement ;
- d'une prescription supplémentaire \*S.57 précisant la réaffectation de la nouvelle zone d'extraction, après exploitation, en zone naturelle ; le changement d'affectation sera matérialisé par la libération de la dernière tranche de la sûreté qu'imposera le permis unique ou d'environnement - ou tout autre permis en tenant lieu - requis pour l'exploitation de la carrière et les différentes phases de son réaménagement, conformément à l'article 55, § 5, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.  
Le réaménagement, après exploitation, de la zone d'extraction en zone naturelle, à charge de l'exploitant carrier est imposé au titre de compensation alternative.

## **2. Chronologie de la révision du plan de secteur**

La révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez a fait l'objet de la procédure prévue aux articles 42 à 44 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie et s'est déroulée selon la chronologie suivante :

Le 4 décembre 2003, le Gouvernement wallon a décidé la mise en révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planche 40/1) et adopté l'avant-projet en vue de l'inscription d'une zone d'extraction sur le territoire de la commune de Mont-Saint-Guibert (Corbais).

Suite à l'entrée en vigueur de l'article 46, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du CWATUPE imposant un mécanisme de compensation en cas d'inscription au plan de secteur d'une nouvelle zone destinée à l'urbanisation, le Gouvernement wallon a adopté, en date du 19 décembre 2008, un arrêté complétant l'arrêté précité par l'inscription d'un périmètre de réservation destiné à permettre la réalisation d'un échangeur routier prévu au titre de compensation alternative.

Par son arrêté du 25 février 2010, le Gouvernement wallon a décidé de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur et a adopté le contenu de l'étude d'incidences de plan.

L'étude d'incidences de plan prescrite en application de l'article 42, alinéa 2, du Code a été confiée au bureau agréé CSD Ingénieurs Conseils SA à l'issue d'un marché public par procédure négociée.

Le 27 juin 2013, sur la base de l'étude d'incidences précitée, le Gouvernement wallon a adopté provisoirement la révision partielle du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez.

L'enquête publique sur le projet de révision du plan de secteur s'est déroulée du 13 janvier 2014 au 26 février 2014 dans la commune de Mont-Saint-Guibert.

La réunion d'information prévue durant l'enquête par l'article 4, alinéa 1, 8°, du CWATUPE s'est tenue le 15 janvier 2014.

La réunion de concertation prévue à l'issue de l'enquête publique, en application de l'article 43 du Code, a, quant à elle, été organisée le 3 mars 2014.

Le 24 avril 2014, le Conseil communal de Mont-Saint-Guibert a émis un avis favorable sur le projet de révision du plan de secteur moyennant la réalisation de l'aménagement d'un échangeur secondaire avec la RN25 à hauteur de la rue de la Petite Sibérie et la préservation de l'ouverture paysagère le long de la Nationale 4.

Enfin, le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable a remis un avis en date du 13 octobre 2014 et la Commission régionale d'aménagement du territoire en date du 23 octobre 2014. Ces avis favorables sont assortis de remarques et d'observations développées dans l'arrêté.

Après avoir examiné les réclamations et avis exprimés, le Gouvernement wallon a adopté définitivement la révision du plan de secteur en date du 6 octobre 2016.

Celle-ci porte sur l'inscription d'une zone d'extraction d'environ 47 ha sur le territoire de la commune de Mont-Saint-Guibert (Corbais), dans le prolongement de l'exploitation actuelle, sur des terrains actuellement inscrits en zone agricole ; d'un périmètre de réservation, destiné à permettre la réalisation d'un échangeur routier à charge de l'exploitant carrier, au titre de compensation alternative ; la réalisation de cet échangeur est un préalable à la mise en oeuvre du permis unique ou d'environnement ; d'une prescription supplémentaire \*S.57 précisant la réaffectation de la nouvelle zone d'extraction, après exploitation, en zone naturelle ; le changement d'affectation sera matérialisé par la libération de la dernière tranche de la sûreté qu'imposera le permis unique ou d'environnement - ou tout autre permis en tenant lieu - requis pour l'exploitation de la carrière et les différentes phases de son réaménagement, conformément à l'article 55, § 5, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement. Le réaménagement, après exploitation, de la zone d'extraction en zone naturelle, à charge de l'exploitant carrier, est imposé au titre de compensation alternative.

### **3. Considérations environnementales**

Préalablement à l'analyse des considérations environnementales, il convient de souligner ici que le présent arrêté porte sur une révision de plan de secteur et non sur une demande de permis en vue de réaliser le projet sous-jacent à cette révision du plan. En conséquence, les



observations émises dans le cadre de l'enquête publique, les différents avis émis au cours de la procédure de révision du plan, de même que certaines des recommandations émises par l'auteur de l'étude d'incidences qui ont trait à l'implantation et à l'exploitation du projet industriel sous-jacent, ne trouveront pas réponse ici mais bien dans le cadre de la procédure ultérieure de demande de permis unique.

### *I. Sur l'opportunité de la révision du plan de secteur*

Les sables de la Formation de Bruxelles constituent la principale réserve de sable de Wallonie. La production annuelle est de 1.800.000 tonnes en moyenne et fournit plus de 500 clients principaux.

Les caractéristiques de ces sables, notamment une granulométrie importante et une excellente perméabilité, les prédisposent notamment à tous les usages classiques du secteur de la construction.

Le nombre des sablières en Brabant wallon est passé de 84 exploitations en 1982 à 3 exploitations aujourd'hui. Les gisements qui y sont exploités ont atteint la limite de leurs possibilités d'exploitation sur base des autorisations actuelles.

A Mont-Saint-Guibert, les réserves existantes dans la zone d'extraction actuellement inscrite au plan de secteur sont très faibles.

En conclusion, le principe de l'extension de la zone d'extraction de Mont-Saint-Guibert se justifie car elle répond à des besoins socio-économiques avérés.

### *II. Localisation et délimitation*

Dans le contexte carriér, le critère de localisation le plus important justifiant l'inscription de nouvelles zones d'extraction est lié à la présence d'un gisement.

Le gisement visé ici est constitué de sables de grande qualité reconnue et répondant aux spécifications de la marque BENOR.

En termes de localisation, l'extension de l'exploitation actuelle n'a pas été contestée.

En termes de délimitation, le périmètre retenu pour l'extension de la zone d'extraction est celui proposé par l'étude d'incidences de plan (variante 2).

Pour ce qui concerne la compensation alternative, le périmètre de réservation retenu est celui proposé par le SPW-DGO1 permettant de prendre en considération les objectifs d'amélioration de la mobilité et la demande de la commune de Mont-Saint-Guibert exprimée lors de l'enquête publique.

### *III. Hydrogéologie et hydrologie*

L'étude d'incidences fait apparaître que le ruisseau le plus proche, Fontaine aux corbeaux, s'écoule à 800m à l'ouest du site. Le projet d'extension coupe une ligne d'écoulement d'eau de surface alimentant ce ruisseau. Le permis pourra prendre une mesure de protection à cet égard tel que proposé par l'étude d'incidences.

Le projet n'aura pas d'impact significatif sur l'écoulement des eaux souterraines, ni sur l'approvisionnement en eau des captages. Aucun impact n'est attendu sur les ressources en eau potabilisable.

#### *IV. Topographie et paysage*

Le projet d'inscription de la zone d'extraction s'inscrit dans un paysage de plateau agricole, au relief mollement ondulé. Le paysage local est déjà marqué par la sablière existante, la ligne Haute Tension, le CET, le parc d'affaires et les infrastructures routières avoisinantes.

Alors que les vues sont fermées par des merlons végétalisés le long de la rue des Trois Burettes et de la N25, la N4 offre encore des vues dégagées et longues sur la campagne.

La mise en exploitation puis le réaménagement de la zone d'extraction projetée vont apporter une modification importante du relief et de l'occupation du sol. Cette modification sera progressive au fur et à mesure que le front d'exploitation avancera, et se fera dans la continuité de l'excavation existante.

Les riverains situés le long de la N4, au Sud-Est de la zone, verront leur cadre paysager le plus transformé. De manière générale, les merlons contribueront à la fermeture d'un paysage initialement ouvert. L'étude d'incidence propose à cet égard de maintenir une ouverture paysagère et la commune de Mont-Saint-Guibert a formulé la même demande. Le maintien de l'ouverture paysagère, en particulier le long de la N4, fera partie intégrante de la délivrance du permis.

#### *V. Air, climat*

La qualité de l'air mesurée ne génère aucune inquiétude en ce qui concerne la santé.

Les conditions météorologiques sont comparables à celles que l'on rencontre dans l'ensemble de la région.

L'exploitation de l'extension de la sablière présentera un impact comparable à l'exploitation actuelle.

Il n'est pas prévu d'augmenter le charroi, principal générateur de poussière. Les habitations proches, situées le long de la N4, seront cependant plus exposées aux poussières mais les valeurs respecteront les normes habituellement utilisées. La pollution par les poussières restera majoritairement confinée au périmètre de la sablière.

Pour ce qui est des incidences sur les émissions de gaz à effet de serre, elles seront comparables à celles générées par la sablière actuelle et sont considérées comme modérées.

#### *VI. Faune, Flore, Biodiversité*

La zone d'extraction prévue par la révision du plan de secteur présente actuellement un faible intérêt biologique. Elle est majoritairement occupée par des cultures et par une petite plantation d'essences ligneuses.

Le site n'est pas concerné par un périmètre naturel protégé mais il jouxte le Site de Grand Intérêt Biologique de la 'Sablière de Mont-Saint-Guibert', qui accueille des espèces psammophiles intéressantes pour la biodiversité de la région telles que l'Hirondelle de rivage ou le Cicindèle hybride.

Les incidences de la mise en exploitation du périmètre d'extension de la sablière sont faibles étant donné la pauvreté des milieux actuellement présents. La principale incidence concerne la destruction d'une zone boisée constitutive du maillage écologique local ainsi qu'une haie qu'il est proposé de compenser par de nouvelles plantations ailleurs dans le site.

Le milieu biologique généré par l'exploitation de la sablière présente, quant à lui, un intérêt biologique certain.

Il s'avère ainsi crucial, durant l'exploitation et par après, de veiller à maintenir les espèces d'intérêt présentes actuellement sur le site tel que l'Hirondelle de rivage.

L'étude d'incidences émet à cet égard des propositions de réhabilitation et des recommandations que le SPW-DGO3 reprend comme conditions dans son avis favorable à l'extension de la sablière. L'arrêté du Gouvernement wallon du 6 octobre 2016 reprend ces propositions en précisant qu'elles feront partie de l'examen de la demande de permis et une prescription supplémentaire \*S.57 précise que la réaffectation après exploitation sera la zone naturelle.

De plus, le réaménagement, après exploitation, de la zone d'extraction en zone naturelle, à charge de l'exploitant carrier, est imposé au titre de compensation alternative.

L'effectivité de la compensation alternative est matérialisée par la convention signée en date du 19 juillet 2016 entre la S.A. SHANKS et le DNF du SPW.

#### *VII. Cadre bâti*

L'étude d'incidences considère que l'inscription de la nouvelle zone d'extraction au plan de secteur n'aura pas d'incidences significatives sur le cadre bâti. Aucun noyau d'habitat n'est situé à moins de 500 mètres des terrains considérés.

En ce qui concerne les biens patrimoniaux, le cadre paysager de la Chapelle Notre-Dame de Bon Secours, située le long de la N4, pourrait être modifié : les vues ouvertes sur la campagne, vers le Sud, seront raccourcies si des merlons sont implantés, cette modification ne mettant pas en cause la qualité patrimoniale de la chapelle. Afin d'éviter la fermeture de la vue, l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 octobre 2016 adoptant définitivement la révision du plan de secteur prévoit que la préservation de l'ouverture paysagère le long de la Nationale 4 sera prise en compte lors de la demande de permis.

Aucune incidence n'est à attendre pour la Ferme de La Grange à la Dîme et la Ferme du Château ou de la Tour.

Le site romain repris à l'inventaire archéologique situé dans le périmètre de la révision de plan de secteur fera l'objet d'une évaluation archéologique préalablement à toute exploitation. L'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 octobre 2016 le prévoit explicitement.

*VIII. Bruit et vibrations*

L'étude d'incidences précise que l'extension de la zone d'extraction ne modifie pas les valeurs actuelles des niveaux de bruit et des vibrations et que, compte tenu de l'éloignement des habitations les plus proches, l'impact acoustique du site en exploitation sera inférieur aux normes en vigueur.

*IX. Mobilité - Charroi*

L'étude d'incidences révèle que le charroi lié à l'activité de la sablière a très peu d'incidences en termes de mobilité. En effet, celui-ci représente moins de 2,6% du trafic global observé sur les axes structurants à proximité du site. L'inscription d'une nouvelle zone d'extraction, visant uniquement à maintenir l'activité, n'aura pas pour effet d'augmenter le charroi et donc pas d'incidence notable sur la charge de trafic des voiries utilisées.

Cependant, compte tenu de l'absence de bretelle d'accès depuis la N25 vers le sud, à hauteur de la rue des Trois Burettes, l'ensemble du charroi doit transiter par la branche Est de la N25 et par le rond-point entre celle-ci et la N4. Le charroi de la sablière à destination ou en provenance de l'ouest constitue donc un trafic « parasite » à cet endroit.

L'aménagement d'un échangeur routier à hauteur de la rue des Trois Burettes permettrait de supprimer ce trafic « parasite » généré par l'activité de la sablière.

C'est l'objet de la compensation alternative prévue à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 octobre 2016 qui stipule : « *La réalisation d'un échangeur routier à charge de l'exploitant carrier, est imposée au titre de compensation alternative ; la réalisation de cet échangeur est un préalable à la mise en œuvre du permis unique ou d'environnement.* »

L'effectivité de la compensation alternative est matérialisée par la convention signée le 11 mai 2016 entre la SOFICO, la S.A. SHANKS, la commune de Mont-Saint-Guibert et la Région wallonne.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 octobre 2016 adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planche 40/1) en vue de l'inscription d'une zone d'extraction et d'un périmètre de réservation pour la réalisation d'un échangeur routier sur le territoire de la commune de Mont-Saint-Guibert (Corbais).

Namur, le 6 octobre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports, et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

Nos réf. CRAT/14/AV.568  
BB/IH

Le 23 octobre 2014

**Avis de la CRAT relatif au projet de révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez en vue de l'inscription d'une zone d'extraction et d'un périmètre de réservation pour la réalisation d'un échangeur routier à MONT-SAINT-GUIBERT (Corbais)**

## **1. INTRODUCTION**

### **1.1. Saisine et réponse**

- Par son courrier reçu le 03 septembre 2014, le Service publique de Wallonie (DGO4) a sollicité l'avis de la Commission régionale d'aménagement du territoire (CRAT) sur ledit projet.
- Conformément à l'article 43 §4 du CWATUPE, l'avis de la CRAT porte sur le dossier comprenant le projet de plan accompagné de l'étude d'incidences et des réclamations, observations, procès-verbaux et avis émis durant l'enquête publique.

### **1.2. Description du projet**

Le projet de révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez vise :

- L'inscription d'une zone d'extraction, d'une superficie d'environ 47 hectares, en zone agricole ;
- L'inscription d'une prescription supplémentaire \*S.57 sur les terrains de la future zone d'extraction, précisant leur affectation en zone naturelle après l'exploitation.
- L'élaboration d'une évaluation archéologique préalablement à la mise en œuvre de la zone d'extraction.

Les compensations seront exclusivement alternatives et consistent-en :

- L'aménagement d'un échangeur routier complet à hauteur de la rue des Trois Burettes, à charge de l'exploitant carrier ;
- Un réaménagement, après exploitation, de la totalité de l'extension de zone d'extraction en zone naturelle à charge de l'exploitant carrier.

## **2. AVIS**

**La CRAT est favorable à l'objectif de la révision du plan de secteur qui vise à l'inscription d'une zone d'extraction en extension d'une carrière existante à Mont-Saint-Guibert (Corbais).**

### **2.1. Sur l'inscription d'une zone d'extraction**

**La CRAT est favorable à l'inscription de cette zone.**



La CRAT relève, comme le bureau d'étude d'incidences, que l'extension de la zone d'extraction de Mont-Saint-Guibert se justifie au vu des besoins socio-économiques avérés. Par ailleurs, l'étude démontre l'existence d'un gisement de sables à l'endroit considéré permettant la poursuite des activités de la sablière en pourvoyant à ses besoins d'espace pour environ 20 ans.

La CRAT insiste à nouveau sur l'urgence de la révision du plan de secteur, l'étude d'incidences ayant mis en évidence que les réserves existantes dans la zone d'extraction qui y est actuellement inscrite ne permettent plus que deux ou trois années d'exploitation.

## **2.2. Sur d'une prescription supplémentaire \*S.57 sur les terrains de la future zone d'extraction**

---

**La CRAT ne peut se prononcer quant à l'inscription de cette prescription.**

Bien que favorable à la réaffectation de cette zone en zone naturelle après exploitation, la Commission s'interroge sur l'utilisation d'une telle prescription à des fins de réaffectation du plan de secteur

## **2.3. L'élaboration d'une évaluation archéologique préalablement à la mise en œuvre de la zone d'extraction.**

---

**La CRAT est favorable à l'élaboration d'une évaluation archéologique à ce stade.**

## **2.4. Sur l'aménagement d'un échangeur routier complet à hauteur de la rue des Trois Burettes, à charge de l'exploitant carrier (1° compensation)**

---

La CRAT est favorable au principe d'une compensation alternative visant l'amélioration de l'accessibilité routière du lieu, par l'inscription d'un périmètre de réservation suivi de la construction d'une infrastructure. Toutefois, **la CRAT est défavorable à la proposition d'aménagement telle que proposée.**

Elle estime en effet que la proposition émise par la commune de Mont-Saint-Guibert est plus pertinente. La proposition d'aménager un échangeur secondaire, sous la forme d'un rond-point, à la hauteur de l'entrée actuelle de la sablière (rue de la Petite Sibérie) semble en effet plus praticable et moins impactante pour l'environnement. Elle permet en effet d'éviter de créer une rupture dans la bande boisée située le long de la RN25 et donc de limiter les impacts sur le maillage écologique local.

## **2.5. Sur un réaménagement, après exploitation, de la totalité de l'extension de zone d'extraction en zone naturelle à charge de l'exploitant carrier. (2° compensation)**

---

**La CRAT est favorable à cette compensation alternative.**

Toutefois, la CRAT considère qu'il s'agit davantage de recommandations qui pourraient être intégrées dans le permis d'environnement.

## **2.6. Sur la qualité de l'étude d'incidences**

---

**La CRAT estime que l'étude d'incidences est de bonne qualité.**

Elle permet en effet d'appréhender correctement l'ensemble des impacts du projet sur l'environnement.

Pour la CRAT :

Pierre GOVAERTS,  
Président

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2016/27312]

**6. OKTOBER 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Verabschiedung der Teilrevision des Sektorenplans Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 40/1) zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets und einer Reservefläche für die Schaffung eines Straßenknotens auf dem Gebiet der Gemeinde Mont-Saint-Guibert (Corbais)**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Erlasses vom 22. Juli 2014 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2014 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 1, 4, 22, 23, 25, 32, 35, 38, 40 und 42 bis 46;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 von der Wallonischen Regierung angenommenen Entwicklungsplans des regionalen Raums ("Schéma de développement régional - SDER") und unter Berücksichtigung der Tatsache, dass die gewählte Option hinsichtlich des Schutzes und der Bewirtschaftung der Bodenschätze darin besteht, den zur Abbautätigkeit benötigten Raum für die kommenden 30 Jahre zu verschaffen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 28. März 1979 zur Festlegung des Sektorenplans Wavre-Jodoigne-Perwez;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003, durch den beschlossen wurde, den Sektorenplan Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 40/1) einer Revision zu unterziehen, und der Vorentwurf zur Revision zwecks Eintragung eines Abbaugebiets in Mont-Saint-Guibert (Corbais) angenommen wurde;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 zur Ergänzung, durch Eintragung einer Reservefläche, die es möglich machen soll, einen als Ausgleichsmaßnahme vorgesehenen Straßenknoten zu schaffen, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003, durch den beschlossen wurde, den Sektorenplan Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 40/1) einer Revision zu unterziehen, und durch den der Vorentwurf zur Revision zwecks Eintragung eines Abbaugebiets in Mont-Saint-Guibert (Corbais) angenommen wurde;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 2010 zur Durchführung einer Umweltverträglichkeitsstudie über den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 40/1) zwecks Eintragung eines Abbaugebiets und einer Reservefläche für die Schaffung eines Straßenknotens auf dem Gebiet der Gemeinde Mont-Saint-Guibert (Corbais) und zur Annahme des Inhalts der Umweltverträglichkeitsstudie über den Plan;

Aufgrund der Umweltverträglichkeitsstudie über den Vorentwurf zum Sektorenplan, die von dem gemäß Artikel 42 Absatz 4 des Gesetzbuches ordnungsgemäß zugelassenen Planungsbüro "CSD Ingénieurs Conseils SA" durchgeführt worden ist;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2013 zur vorläufigen Annahme der Teilrevision des Sektorenplans Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 40/1) zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets und einer Reservefläche für die Schaffung eines Straßenknotens auf dem Gebiet der Gemeinde Mont-Saint-Guibert (Corbais);

In der Erwägung, dass dieser Erlass Folgendes vorsieht:

1. die Eintragung eines etwa 47 ha großen Gebiets zum Abbau von Sand in Erweiterung der bestehenden Sandgrube in der Nähe der Straßen RN25 und N4, wodurch zum derzeitigen Abbautempo etwa 23 Jahre Tätigkeit sichergestellt werden;
2. dass die Gelände des zukünftigen Abbaugebiets mit einer Zusatzvorschrift \*S.57 belegt werden über ihre Umwidmung in ein Naturgebiet nach der Bewirtschaftung;
3. dass es bei den alternativen Ausgleichsmaßnahmen um die Schaffung eines kompletten Straßenknotens auf Höhe der "rue des Trois Burettes", einerseits, und um eine Neugestaltung als Naturgebiet der ganzen Erweiterung dieses Abbaugebiets handelt;

In der Erwägung, dass die öffentliche Untersuchung, die vom 13. Januar 2014 bis zum 26. Februar 2014 auf dem Gebiet der Gemeinde Mont-Saint-Guibert stattgefunden hat, Anlass gab zu vier Beschwerden und Bemerkungen, die wie folgt verzeichnet wurden:

- VIVAQUA 17-19, Boulevard de l'Impératrice – 1000 Bruxelles, die die Pläne ihrer Anlagen in der Nähe des betroffenen Standorts bereitstellt und darum bittet, anlässlich jedes Projekts kontaktiert zu werden, um dessen Auswirkungen auf ihre Anlagen zu untersuchen;
- NATAGORA 5, Chemin des Prés – 1320 Nodebais, die die Einstufung des jetzigen Standorts der Sandgrube als Standort von großem biologischem Interesse (SGIB 651) bestätigt, sich über die Umwidmung des Standorts der Erweiterung der Sandgrube in ein Naturgebiet nach Abschluss der Bewirtschaftung freut und in dem Maße die Einsetzung eines Begleitausschusses bittet, um die Bewirtschaftungs- und Wiederherstellungsphasen zu überwachen;
- HSP( SHANKS) 1, Chemin du Stocquoy – 1300 Wavre, die nach eigenen Angaben nicht Eigentümer der gesamten Erweiterungspartellen des Abbaugebiets ist, sodass es bislang keineswegs feststeht, dass sie imstande sein wird, die ganze vorgesehene Erweiterungsfläche zu bewirtschaften; ausgehend vom im Regelwerk der Ausgleichsmaßnahmen vorgesehenen Grundsatz der Verhältnismäßigkeit fordert sie dementsprechend, "eine auf das Nutzungsrecht an jedem Eigentum innerhalb des Standorts abgestimmte Ausgleichsmaßnahme zu berücksichtigen", mit anderen Worten, die Ausgleichsmaßnahmen nur in dem Maße einzuleiten, wie sie in der Lage gewesen ist, das Nutzungsrecht zu erhalten, indem sie vorher die betroffenen Partellen erworben hat;
- BADOT-BLANCKE Christine et Jean 27, Avenue de l'Etang – 1435 Mont-Saint-Guibert, die verlangt, dass die Kreuzung RN25/rue des Trois Burettes so eingerichtet wird, dass sie den Verkehr aus Mont-Saint-Guibert nicht beeinträchtigt, dass es für die Bewirtschaftungsphase auf die maximale anstatt auf die mittlere Höhe des Grundwasserstands und, für die Betriebsbedingungen, auf die heutigen Techniken in Sachen Umweltschutz Bezug genommen wird; schließlich seien Vorkehrungen zu treffen, um die vom Verkehr aus der Sandgrube generierten potenziellen Schäden (Schmutzflecke) für das umliegende öffentliche Straßennetz zu vermeiden;

In der Erwägung, dass am 15. Januar 2014 in Anwendung von Artikel 4 des CWATUPE eine Informationsversammlung abgehalten wurde;

In der Erwägung, dass die in Artikel 43 des CWATUPE vorgesehene Konzertierungsversammlung am 3. März 2014 abgehalten wurde;

Aufgrund des Protokolls dieser Konzertierungsversammlung;

Aufgrund der Stellungnahme des Gemeinderates Mont-Saint-Guibert vom 24. April 2014, der Folgendes einstimmig beschließt:

- sich positiv über die Teilrevision des Sektorenplans Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 40/1) zwecks Eintragung eines Abbaugebiets auszusprechen, unter den folgenden Bedingungen:
  - \* als Gegenvorschlag zum der öffentlichen Untersuchung unterliegenden Projekt, die Vollbringung der Einrichtung eines sekundären Straßenknotens mit der RN25... auf Höhe der rue de la Petite Sibérie; dieser sekundäre Straßenknoten als Gegenstand eines konkreten Vorschlags der Gemeinde nimmt die Form eines Kreisverkehrs an;
  - \* die Erhaltung des offenen Landschaftsbildes entlang der RN4; zu diesem Zweck fordert die Gemeinde, dass dem Genehmigungsantrag ein Landschaftsplan beigelegt wird;
- den Vorschlag vorzubringen, dass diese Bedingungen gemäß Artikel 23 Absatz 2 Ziffer 3 des CWATUPE in den Sektorenplan unter der Form von Raumordnungsoptionen (Raumordnungsmaßnahmen) eingetragen werden;

Aufgrund der am 13. Oktober 2014 abgegebenen positiven Stellungnahme des Wallonischen Umweltrats für eine nachhaltige Entwicklung (CWEDD);

In der Erwägung, dass dieser Stellungnahme zufolge "der CWEDD, was die Qualität der Umweltverträglichkeitsstudie betrifft, der Meinung ist, dass die Studie die zur Beschlussfassung erforderlichen Elemente umfasst" und dass "die zuständige Behörde darin alle nützlichen Elemente finden wird, um ihren Beschluss zu fassen";

In der Erwägung, dass sich von dieser Stellungnahme ableiten lässt, was die Umweltrelevanz des Projekts angeht, dass der CWEDD folgende Maßnahmen befürwortet:

- Eintragung eines Abbaugebiets, so wie es im Sektorenplan vorgesehen ist;
- Eintragung einer Zusatzvorschrift \*S.57 für das zukünftige Abbaugebiet betreffend ihre Umwidmung in ein Naturgebiet nach der Bewirtschaftung;
- Eintragung einer Reservefläche wie im Entwurf zum Sektorenplan vorgesehen, um darin einen Straßenknoten zu Lasten des Sandgrubebetreibers zu schaffen;
- Neugestaltung, nach der Bewirtschaftung, des gesamten zukünftigen Abbaugebiets als Naturgebiet zu Lasten des Sandgrubebetreibers;

In der Erwägung, dass der Rat an seine positive Stellungnahme zugunsten der Aufrechterhaltung eines offenen Landschaftsbildes von der RN4 aus erinnert, welches durch "die Einrichtung von sanft gewölbten Böschungen" umgesetzt werden sollte, "um sie bestmöglichst an das Bodenrelief anzupassen";

In der Erwägung schließlich, dass der CWEDD die Meinung vertritt, dass die Studie in Sachen Mobilität (umfassende Untersuchung über den Straßenknoten und geeigneter Vorschlag einer Variante der Reservefläche) vollständig ist, jedoch das Vorliegen des alternativen Vorschlags der Gemeinde Mont-Saint-Guibert zur Kenntnis nimmt, der darin besteht, einen Kreisverkehr auf Höhe des Eingangs der Sandgrube, rue de la Petite Sibérie einzurichten. Dem Rat zufolge "scheinen die von der Gemeinde vorgebrachten Argumente eine gründliche Analyse zu verdienen, um die beste Lösung aus der Perspektive der Mobilität mit den wenigsten Auswirkungen auf die Umwelt auszuwählen.";

Aufgrund der Stellungnahme des Regionalausschusses für Raumordnung (RARO) vom 23. Oktober 2014;

In der Erwägung, dass dieser Stellungnahme zufolge der RARO dem Ziel der Revision des Sektorenplans zustimmt, die die Eintragung eines Abbaugebiets in Erweiterung einer bestehenden Sandgrube in Mont-Saint-Guibert (Corbais) bezweckt;

In der Erwägung, dass diese Stellungnahme Folgendes klarstellt:

- über die Eintragung eines Abbaugebiets:

Der RARO stimme der Eintragung dieses Gebiets zu.

Der RARO bemerke, in Anlehnung an das mit der Umweltverträglichkeitsstudie beauftragte Planungsbüro, dass die Erweiterung des Abbaugebiets von Mont-Saint-Guibert angesichts der nachgewiesenen sozialwirtschaftlichen Bedürfnisse gerechtfertigt ist. Im Übrigen weise die Studie auf das Vorhandensein eines Sandvorkommens am betroffenen Standort hin, das die Fortsetzung der Tätigkeiten der Sandgrube ermöglichen würde, indem es ihr den benötigten Raum für etwa 20 Jahre verschaffen würde;

- über die Eintragung einer Zusatzvorschrift \*S.57 für die Gelände des zukünftigen Abbaugebiets:

Der RARO könne sich über die Eintragung dieser Vorschrift nicht aussprechen.

Obwohl er die Umwidmung dieses Gebiets in ein Naturgebiet nach der Bewirtschaftung befürworte, wundere er sich jedoch über den Rückgriff auf eine solche Vorschrift, um eine neue Zweckbestimmung im Sektorenplan zu verleihen;

- über die Durchführung einer archäologischen Bewertung vor der Inbetriebnahme des neuen Abbaugebiets:

Der RARO stimme der Durchführung einer archäologischen Bewertung zu diesem Zeitpunkt zu;

- über die Einrichtung eines kompletten Straßenknotens auf Höhe der rue des Trois Burettes zu Lasten des Sandgrubebetreibers (1. Ausgleichsmaßnahme):

Der RARO pflichte dem Prinzip einer alternativen Ausgleichsmaßnahme bei, die auf die Verbesserung der Straßenanbindung des Standorts durch die Eintragung einer Reservefläche mit anschließendem Aufbau einer Infrastruktur abzielt. Dennoch weise der RARO den Vorschlag einer Einrichtung, so wie er unterbreitet wurde, zurück.

Er sei nämlich der Ansicht, dass der von der Gemeinde Mont-Saint-Guibert geäußerte Vorschlag zweckmäßiger ist. Tatsächlich erscheine der Vorschlag, eine sekundäre Straßenkreuzung in der Form eines Kreisverkehrs auf Höhe des jetzigen Eingangs der Sandgrube (rue de la Petite Sibérie) einzurichten, praktikabler und umweltschonender. Er ermögliche nämlich, eine Unterbrechung des Gehölzstreifens entlang der RN25 zu vermeiden und somit die Auswirkungen auf die lokale ökologische Verflechtung in Grenzen zu halten;

- über eine Neugestaltung, nach der Bewirtschaftung, der ganzen Erweiterung des Abbaugebiets als Naturgebiet zu Lasten des Sandgrubebetreibers. (2. Ausgleichsmaßnahme):

Der RARO befürworte diese alternative Ausgleichsmaßnahme.

Dem RARO nach handele es sich jedoch eher um Empfehlungen, die in die Umweltgenehmigung eingefügt werden könnten;

- über die Qualität der Umweltverträglichkeitsstudie:

Der RARO bezeichne die Qualität der Umweltverträglichkeitsstudie als gut.

Sie erlaube nämlich, sich ein gutes Bild der gesamten Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt zu machen;

In der Erwägung, dass die OGD1 in ihrer Stellungnahme vom 24. Oktober 2014 auf gewisse technische Sachzwänge im Hinblick auf die Schaffung des Straßenknotens aufmerksam macht, insbesondere was den von der Gemeinde Mont-Saint-Guibert vorgebrachten Vorschlag eines Kreisverkehrs angeht (skizzierte Ausrundungsradien, die den Normen nicht entsprechen, keine Hypsometriestudie über das Projekt, ...), welche eine Anpassung der dazugehörigen Reserveflächen erforderlich machen;

In der Erwägung, dass, so diese Stellungnahme, "in Ermangelung einer Garantie für die Machbarkeit des vorgenannten Kreisverkehrs die im Rahmen der Abbauerweiterung auferlegten Ausgleichsmaßnahmen diese Einrichtung oder die bestehende Alternative erlauben sollten";

Aufgrund des Ergänzungsschreibens der OGD1 vom 23. Dezember 2014, in dem die gewünschte Reservefläche zur Umsetzung dieser beiden Optionen angegeben wird;

In der Erwägung, dass in ihrer Stellungnahme vom 31. Oktober 2014 die Abteilung Natur und Forstwesen der OGD3 sich positiv ausspricht, und zwar unter den folgenden Bedingungen:

- Hinsichtlich der in Betrieb befindlichen Sandgrube wird das Gebiet, das schon bewirtschaftet und neu gestaltet ist, im Sektorenplan als Grüngelände aufgenommen werden;
- Nach seiner Bewirtschaftung wird das Gebiet der jetzt in Betrieb befindlichen Sandgrube im Sektorenplan als Naturgebiet aufgenommen werden;
- Nach der Bewirtschaftung wird das Erweiterungsgebiet im Sektorenplan als Naturgebiet eingetragen werden;
- Nach der Bewirtschaftung wird der Betreiber die Sandgrube auf ein Naturgebiet umstellen. Dieses Gebiet wird eine Zone mit Felswänden, die die Uferschwalben zum Nisten antreibt, Zonen mit oligotrophem Sandboden, ständige Wasserflächen und vergängliche Tümpel umfassen. Es wird ein langfristiger Verwaltungsplan aufgestellt und der ANF spätestens ein Jahr vor Ende der Bewirtschaftung unterbreitet werden;
- Nach der Bewirtschaftung wird der Betreiber einen Antrag stellen, um dem sanierten Naturgebiet den Status eines zugelassenen bzw. domanialen Naturschutzgebiets zu verleihen;
- Der Betreiber wird die Verwaltung dieses Naturschutzgebiets übernehmen oder wird sie zu diesem Zweck einem Dritten anvertrauen;
- Beim Pflanzen wird nur auf gemischte einheimische Pflanzarten zurückgegriffen werden.

Es wird ein Gehölzstreifen oder eine lebendige dreireihige Hecke mit einer Länge, die mindestens derjenigen des durch den Bau des Zubringers beschädigten Gehölzstreifens entspricht, als Ausgleichsmaßnahme für dessen Zerstörung bepflanzt werden;

- Ein Plan für den Umgang mit invasiven Arten wird gleich nach Anfang der Bewirtschaftung umgesetzt werden;
- Es wird all den Empfehlungen des Autors der Umweltverträglichkeitsstudie hinsichtlich einer umweltbewussten Bewirtschaftung in der Bewirtschaftungsphase nachgekommen werden;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung die im Laufe der öffentlichen Untersuchung geäußerten Beschwerden und die von den befragten Gremien abgegebenen Stellungnahmen geprüft hat und die folgenden Antworten vorbringen möchte;

In der Erwägung, dass die im Laufe der öffentlichen Untersuchung geäußerten vier Beschwerden und Bemerkungen nicht das Prinzip der Erweiterung der Sandgrube in Frage stellen; dass sie sich hauptsächlich auf Maßnahmen beziehen, die im Zusammenhang mit der Genehmigung stehen, die zur Erschließung des neuen Abbaugebiets benötigt sein wird, und nicht auf die vorliegende Revision des Sektorenplans; dass diese Elemente daher später geprüft sein werden;

In der Erwägung, dass, was die Abstimmung der alternativen Ausgleichsmaßnahme auf das Nutzungsrecht angeht, die Wallonische Regierung nicht beabsichtigt, sich von den Stellungnahmen des RARO und des CWEDD zu distanzieren, welche die Neugestaltung, nach der Bewirtschaftung, des gesamten zukünftigen Abbaugebiets als Naturgebiet zu Lasten des Sandgrubebetreibers befürworten; dass sich diese Neugestaltung auf jeden Fall nur auf die bewirtschafteten Parzellen beziehen wird, was dem Wunsch des Antragstellers entgegenkommt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung den von der Gemeinde Mont-Saint-Guibert vorgebrachten Vorschlag betreffend die Schaffung eines Straßenknotens auf Höhe der rue de la Petite Sibérie bevorzugen will, sofern seine technische Machbarkeit nachgewiesen wird; ist es nicht der Fall, so wird ein zwischen der OGD1 und der Gemeinde konzertierter alternativer Vorschlag erwogen werden;

In der Erwägung, dass die Reservefläche dahingehend abgeändert wurde; dass dieses sich nach dem von der OGD1 bestimmten Gebiet richtet, das die Verwirklichung entweder des Vorschlags der Gemeinde Mont-Saint-Guibert oder eines alternativen Vorschlags ermöglicht;

Aufgrund der am 11. Mai 2016 von der SOFICO, der Aktiengesellschaft SHANKS, der Gemeinde Mont-Saint-Guibert und der Wallonischen Region unterzeichneten Vereinbarung über die Ausführung von Ausbauarbeiten zur Verbesserung der Mobilität auf Höhe der Anschlussstellen RN4, RN25 und RN25a;

In der Erwägung, dass diese Vereinbarung die Bereitstellung durch die SHANKS AG einer Summe von 700.000 € "als mobilitätsbezogene Ausgleichsmaßnahme" vorsieht und außerdem die Modalitäten für ihre Verwendung festlegt;

In der Erwägung, dass die Aufrechterhaltung des offenen Landschaftsbildes entlang der RN4 bei der Untersuchung des Genehmigungsantrags in Betracht kommen wird;

In der Erwägung, dass in der Umweltverträglichkeitsstudie die Umwidmung des zukünftigen Abbaugebiets in ein Naturgebiet nach der Bewirtschaftung und die Eintragung einer Zusatzvorschrift zu diesem Zweck empfohlen werden; dass sich die in dieser Hinsicht vom CRAT geäußerte Bemerkung auf die Rechtsgültigkeit des Rückgriffs auf eine Zusatzvorschrift, um dem Sektorenplan eine neue Zweckbestimmung zu verleihen, bezieht;

In der Erwägung, dass die in Artikel 41 des CWATUP identifizierten Arten der Zusatzvorschrift keine erschöpfende Aufzählung der Zusatzvorschriften darstellt, deren Inanspruchnahme zulässig ist; dass es im besagten Artikel übrigens heißt, "Die Regierung kann die Liste der zusätzlichen Vorschriften erlassen";

In der Erwägung, was die ersten zwei Bedingungen für eine positive Stellungnahme der OGD3 betrifft, nämlich die Eintragung als Grüngelände des bereits bewirtschafteten und neu gestalteten Abbaugebiets sowie die Eintragung als Naturgebiet des derzeit in der Bewirtschaftungsphase befindlichen Gebiets, dass die Regierung nicht beabsichtigt, ihnen Folge zu leisten, da diese nicht einer öffentlichen Untersuchung unterzogen worden sind;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung ihren Willen bestätigt, nach der Bewirtschaftung als alternative Ausgleichsmaßnahme eine aktive Sanierung der zukünftigen Sandgrube als Naturgebiet zu Lasten des Sandgrubebetreibers durchführen zu lassen;

In der Erwägung, dass eine Vereinbarung zwischen der SHANKS AG und der Abteilung Natur und Forstwesen der OGD3 am 19. Juli 2016 zur Gewährleistung der Effektivität dieser Sanierung unterzeichnet wurde;



In der Erwägung, dass es den weiteren Bedingungen der Abteilung Natur und Forstwesen der OGD3 betreffend all das, was über die alternative Ausgleichsmaßnahme hinausgeht, bei der Untersuchung des Genehmigungsantrags Rechnung getragen werden wird;

In der abschließenden Erwägung, dass die Wallonische Regierung auf der Grundlage der vom Gemeinderat, dem RARO, dem CWEDD, der OGD1 und der OGD3 abgegebenen Stellungnahmen die Erweiterung des Abbaugebiets für gerechtfertigt erachtet und basierend auf dem einer öffentlichen Untersuchung unterzogenen Revisionsentwurf vom 27. Juni 2013 beschließt, die Revision des Sektorenplans endgültig zu verabschieden, indem sie zu diesem Zweck die Eintragung folgender Gebiete in den Sektorenplan Wavre-Jodoigne-Perwez annimmt:

- \* eines ca. 47 ha großen Abbaugebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Mont-Saint-Guibert (Corbais) in der Verlängerung des heutigen Betriebs auf zur Zeit in einem Agrargebiet eingetragenen Grundstücken;
- \* einer Reservefläche mit dem Ziel, vor der Umsetzung der Global- bzw. Umweltgenehmigung die Schaffung eines Straßenknotens als alternative Ausgleichsmaßnahme zu ermöglichen; die Schaffung dieses Straßenknotens geht zu Lasten des Sandgrubebetreibers bis zur Höhe von 700.000€, wie in der vorgenannten Vereinbarung vorgesehen;
- \* einer Zusatzvorschrift \*S.57, die die Umwidmung des neuen Abbaugebiets in ein Naturgebiet nach der Bewirtschaftung bestimmt; die Umwidmung wird durch die Freigabe der letzten Tranche der durch die Global- oder Umweltgenehmigung (oder jegliche sonstige, Letztere ersetzende Genehmigung) für die Bewirtschaftung der Sandgrube und die verschiedenen Phasen ihrer Neugestaltung nach Artikel 55 § 5 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung geforderten Bürgschaft materialisiert werden.

Die Neugestaltung als Naturgebiet, nach der Bewirtschaftung, des durch die vorliegende Revision in den Sektorenplan eingetragenen Abbaugebiets zu Lasten des Sandgrubebetreibers wird als Ausgleichsmaßnahme auferlegt; die vorgenannte Vereinbarung vom 19. Juli 2016, die zwischen der SHANKS AG und der Abteilung Natur und Forstwesen der OGD3 abgeschlossen wurde, wird die Effektivität dieser Neugestaltung gewährleisten;

In der Erwägung, dass das durch die Sandgrube generierte Verkehrsaufkommen einen winzigen Teil (0,1% bis 2,6% des gesamten Verkehrsvolumens) des Verkehrs ausmacht, der auf den Hauptachsen in der Nähe des Standorts festgestellt wird, und dass es daher kaum zu ihrer Überlastung beiträgt; dass die Anpassung des Straßenknotens, mag sie auch die Straßenanbindung der Sandgrube verbessern, nicht zuletzt dem gesamten Verkehrsfluss in der Nähe des Standorts, und insbesondere der Straßenanbindung der in den umliegenden Gewerbegebieten angesiedelten Betriebe, zugutekommen wird;

In der Erwägung außerdem, dass die Vereinbarung vom 19. Juli 2016, die zwischen der SHANKS AG und der Abteilung Natur und Forstwesen der OGD3 abgeschlossen wurde, darauf abzielt, eine aktive und effektive Sanierung des Abbaugebiets nach der Bewirtschaftung zu gewährleisten, und dies nach umweltfreundlicheren Modalitäten als denjenigen, die in der Regel für Genehmigungen zur Erschließung der Abbaugebiete vorgeschrieben werden;

In der Erwägung, dass die im vorliegenden Erlass vorgesehenen alternativen Ausgleichsmaßnahmen tatsächlich einen Mehrwert in Sachen Mobilität und Umweltschutz darstellen und somit zum im CWATUP vorgesehenen Regelwerk der Ausgleichsmaßnahmen gehören;

Auf Vorschlag ihres Ministers für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,  
Beschließt:

**Artikel 1** - Die Revision des Sektorenplans Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 40/1) zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets und einer Reservefläche für die Schaffung eines Straßenknotens auf dem Gebiet der Gemeinde Mont-Saint-Guibert (Corbais) wird gemäß dem beiliegenden Plan endgültig verabschiedet.

**Art. 2** - Die Schaffung eines Straßenknotens zu Lasten des Betreibers wird als Ausgleichsmaßnahme vorgeschrieben; die Fertigstellung dieses Straßenknotens ist eine Voraussetzung für die Umsetzung der Global- bzw. Umweltgenehmigung.

**Art. 3** - Die Zusatzvorschrift \*S.57, die die Umwidmung des neuen Abbaugebiets in ein Naturgebiet nach der Bewirtschaftung bestimmt, wird in den Sektorenplan Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 40/1) eingetragen.

die Umwidmung wird durch die Freigabe der letzten Tranche der durch die Global- oder Umweltgenehmigung (oder jegliche sonstige, Letztere ersetzende Genehmigung) für die Bewirtschaftung der Sandgrube und die verschiedenen Phasen ihrer Neugestaltung nach Artikel 55 § 5 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung geforderten Bürgschaft materialisiert werden.

Die Neugestaltung als Naturgebiet, nach der Bewirtschaftung, des durch die vorliegende Revision in den Sektorenplan eingetragenen Abbaugebiets zu Lasten des Sandgrubebetreibers wird als Ausgleichsmaßnahme auferlegt.

**Art. 4** - Eine archäologische Bewertung des neuen Abbaugebiets wird vor der Inbetriebnahme des Gebiets durchgeführt. Der Zeitplan der Arbeiten betreffend diese archäologische Bewertung wird je nach der Verfügbarkeit der betroffenen Gelände im Einvernehmen zwischen dem Betreiber und der Direktion der Archäologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie festgelegt.

**Art. 5** - Die von der Regierung in Anwendung von Artikel 44 des Gesetzbuches ausgestellte Umwelterklärung wird dem vorliegenden Erlass als Anhang beigefügt.

**Art. 6** - Der Minister für Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. Oktober 2016

Der Minister-Präsident  
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz  
C. DI ANTONIO

**Umwelterklärung über die endgültige Verabschiedung der Revision des Sektorenplans Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 40/1) betreffend die Erweiterung des Abbaugebiets und die Eintragung einer Reservefläche für die Schaffung eines Straßenknotens auf dem Gebiet der Gemeinde Mont-Saint-Guibert (Corbais)**

Die vorliegende Umwelterklärung ist aufgrund von Artikel 44, Absatz 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie (nachstehend: das Gesetzbuch) erforderlich.

Sie wird dem Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 40/1) betreffend die Erweiterung des Abbaugebiets und die Eintragung einer Reservefläche für die Schaffung eines Straßenknotens auf dem Gebiet der Gemeinde Mont-Saint-Guibert (Corbais) beigelegt. Sie wird gleichzeitig mit dem besagten Erlass im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

In der vorliegenden Umwelterklärung wird zusammengefasst, auf welche Weise die Umwelterwägungen in die Revision des Sektorenplans eingegliedert und die Umweltverträglichkeitsstudie, die Stellungnahmen, die Beschwerden und die Bemerkungen berücksichtigt worden sind. Sie fasst ebenfalls die Gründe für die Entscheidungen zusammen, die bei der Revision des Sektorenplans unter Berücksichtigung der anderen untersuchten vernünftigen Lösungen getroffen worden sind.

Da es sich um ein zusammenfassendes Dokument handelt, verweist die vorliegende Umwelterklärung, was die Einzelheiten und das Übrige betrifft, auf den Text des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Verabschiedung der besagten Revision des Sektorenplans.

Der Übersichtlichkeit halber wird die Umwelterklärung in drei Kapitel unterteilt: Das erste ist dem Gegenstand der Revision des Sektorenplans, das zweite der Chronologie des Verfahrens zur Revision des Sektorenplans und das dritte den Umwelterwägungen gewidmet.

## **1. Gegenstand der Revision des Sektorenplans**

Ziel der vorliegenden Revision des Sektorenplans ist es, die Fortsetzung der bestehenden Erschließung des Sandvorkommens zu ermöglichen.

Die Nachfrage nach diesem Produkt dürfte zukünftig stabil bleiben, während der Vorrat des gegenwärtigen Abbaugebiets erschöpft ist. Durch die Tätigkeit der Sandgrube entstehen 7 direkte Arbeitsplätze. Das Vorkommen wird im Inventar der Bodenschätze aufgenommen, das vom Laboratorium für litho- und zoostratigraphische Analysen der Abteilung Geologie der Universität Lüttich (Professor E. Poty) aufgestellt wurde.

Diese Revision des Sektorenplans steht völlig im Einklang mit dem von der Wallonischen Regierung am 27. März 2002 verabschiedeten Orientierungsdokument betreffend die Methodologie für die Validierung der Antragsakten zur Eintragung von Abbaugebieten in die Sektorenpläne. Gemäß diesem Dokument hat die Regierung den Minister für Raumordnung beauftragt, die Antragsakten zur Erweiterung von Abbaugebieten auf der Grundlage der folgenden Methodologie zu untersuchen:

Überprüfung, dass der Antrag einen Standort betrifft, der durch die vorgenannte Studie des Herrn Professors Poty validiert wird, dass er in Sachen Wirtschaft, Beschäftigung und nachhaltige Mobilität einem strategischen Entwicklungsplan entspricht, und dass er sich im Rahmen mindestens einer der folgenden Prioritäten bewegt:

- Die gegenwärtige Bewirtschaftung kann im Rahmen der geltenden Regelungen und unter Berücksichtigung der jetzigen Abbaumenge nicht länger als 6 Jahre fortgesetzt werden, außer unter außerordentlichen Umständen;
- der Antrag trägt dazu bei, ein Produktionspotenzial in einem Material beizubehalten, das als Input für einen bedeutsamen Wirtschaftszweig in der Wallonie dient.

Die Revision bezieht sich auf die Eintragung folgender Gebiete in den Sektorenplan Wavre-Jodoigne-Perwez:

- \* eines ca. 47 ha großen Abbaugbiets auf dem Gebiet der Gemeinde Mont-Saint-Guibert (Corbais) in der Verlängerung des heutigen Betriebs auf zur Zeit in einem Agrargebiet eingetragenen Grundstücken;
- einer Reservefläche mit dem Ziel, die Schaffung, als alternative Ausgleichsmaßnahme, eines Straßenknotens zu Lasten des Sandgrubebetreibers bis zur Höhe von 700.000€ zu ermöglichen; die Schaffung dieses Straßenknotens ist eine Voraussetzung für die Umsetzung der Global- bzw. Umweltgenehmigung;
- \* einer Zusatzvorschrift \*S.57, die die Umwidmung des neuen Abbaugbiets in ein Naturgebiet nach der Bewirtschaftung bestimmt; die Umwidmung wird durch die Freigabe der letzten Tranche der durch die Global- oder Umweltgenehmigung (oder jegliche sonstige, Letztere ersetzende Genehmigung) für die Bewirtschaftung der Sandgrube und die verschiedenen Phasen ihrer Neugestaltung nach Artikel 55 § 5 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung geforderten Bürgschaft materialisiert.  
Die Neugestaltung, nach der Bewirtschaftung, des gesamten zukünftigen Abbaugbiets als Naturgebiet zu Lasten des Sandgrubebetreibers wird als Ausgleichsmaßnahme vorgeschrieben.

## **2. Chronologie der Revision des Sektorenplans**

Die Revision des Sektorenplans Wavre-Jodoigne-Perwez durchlief das in Artikel 42 bis 44 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie vorgesehene Verfahren, und erfolgte nach der folgenden Chronologie:

Am 4. Dezember 2003 beschloss die Wallonische Regierung, den Sektorenplan Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 40/1) einer Revision zu unterziehen, und nahm den Vorentwurf im Hinblick auf die Eintragung eines Abbaugbiets auf dem Gebiet der Gemeinde Mont-Saint-Guibert (Corbais) an.

Infolge des Inkrafttretens von Artikel 46 § 1 Ziffer 3 des CWATUPE, der im Falle der Eintragung in den Sektorenplan eines neuen zur Verstärkung bestimmten Gebiets einen Ausgleichsmechanismus vorschreibt, nahm die Wallonische Regierung am 19. Dezember 2008 einen Erlass zur Ergänzung des vorgenannten Erlasses durch die Eintragung einer Reservefläche an, mit dem Ziel, die Schaffung eines als Ausgleichsmaßnahme vorgesehenen Straßenknotens zu ermöglichen.

Durch Erlass vom 25. Februar 2010 beschloss die Wallonische Regierung, eine Umweltverträglichkeitsstudie über den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans durchführen zu lassen, und nahm den Inhalt der Plan-Umweltverträglichkeitsstudie an.

Die in Anwendung von Artikel 42 Absatz 2 des Gesetzbuches vorgeschriebene Planumweltverträglichkeitsstudie wurde dem zugelassenen Planungsbüro "CSD Ingénieurs Conseils SA" nach einem durch Verhandlungsverfahren vergebenen öffentlichen Auftrag anvertraut.

Am 27. Juni 2013 nahm die Wallonische Regierung auf der Grundlage der vorgenannten Umweltverträglichkeitsstudie die Teilrevision des Sektorenplans Wavre-Jodoigne-Perwez vorläufig an.

Die öffentliche Untersuchung über den Entwurf zur Revision des Sektorenplans fand vom 13. Januar 2014 bis zum 26. Februar 2014 in der Gemeinde Mont-Saint-Guibert statt.

Die gemäß Artikel 4 Absatz 1 Ziffer 8 des CWATUPE während der Untersuchung abzuhaltende Informationsversammlung fand am 15. Januar 2014 statt.

Die in Anwendung von Artikel 43 des Gesetzbuches nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung abzuhaltende Konzertierungsversammlung wurde am 3. März 2014 organisiert.

Am 24. April 2014 gab der Gemeinderat Mont-Saint-Guibert eine positive Stellungnahme über den Entwurf zur Revision des Sektorenplans ab, unter der Bedingung der Vollbringung der Einrichtung eines sekundären Straßenknotens mit der RN25 auf Höhe der rue de la Petite Sibérie und der Aufrechterhaltung des offenen Landschaftsbildes entlang der RN4.

Zum Schluss gaben der Wallonische Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung und der Regionalausschuss für Raumordnung jeweils am 13. Oktober 2014 und am 23. Oktober 2014 eine Stellungnahme ab. Diese positiven Stellungnahmen sind mit Bemerkungen und Feststellungen versehen, die in dem Erlass erörtert werden.

Nach Untersuchung der geäußerten Beschwerden und Stellungnahmen nahm die Wallonische Regierung am 6. Oktober 2016 die Revision des Sektorenplans endgültig an.

Diese bezieht sich auf die Eintragung eines ca. 47 ha großen Abbaugebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Mont-Saint-Guibert (Corbais) in der Verlängerung des heutigen Betriebs auf zur Zeit in einem Agrargebiet eingetragenen Grundstücken; einer Reservefläche mit dem Ziel, die Schaffung als alternative Ausgleichsmaßnahme eines Straßenknotens zu Lasten des Sandgrubebetreibers zu ermöglichen, wobei die Schaffung dieses Straßenknotens eine Voraussetzung für die Umsetzung der Global- bzw. Umweltgenehmigung ist; einer Zusatzvorschrift \*S.57, die die Umwidmung des neuen Abbaugebiets in ein Naturgebiet nach der Bewirtschaftung bestimmt, wobei die Umwidmung durch die Freigabe der letzten Tranche der durch die Global- oder Umweltgenehmigung (oder jegliche sonstige, Letztere ersetzende Genehmigung) für die Bewirtschaftung der Sandgrube und die verschiedenen Phasen ihrer Neugestaltung nach Artikel 55 § 5 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung geforderten Bürgschaft materialisiert wird. Die Neugestaltung, nach der Bewirtschaftung, des gesamten zukünftigen Abbaugebiets als Naturgebiet zu Lasten des Sandgrubebetreibers wird als Ausgleichsmaßnahme vorgeschrieben.

### 3. Umweltbezogene Erwägungen

Bevor das Thema Umwelt in Angriff genommen wird, gilt es hier darauf hinzuweisen, dass der vorliegende Erlass die Revision eines Sektorenplans betrifft und nicht einen Antrag auf Genehmigungen zur Durchführung des dieser Planrevision zugrundeliegenden Entwurfs. Dies führt dazu, dass die im Rahmen der öffentlichen Untersuchung erörterten Bemerkungen, die verschiedenen Stellungnahmen, die im Rahmen des Verfahrens zur Revision des Plans abgegeben wurden, sowie bestimmte Empfehlungen des Autors der Umweltverträglichkeitsstudie betreffend die Niederlassung und Bewirtschaftung des betreffenden industriellen Vorhabens keine Antwort hier, sondern eher im Rahmen des nachträglichen, mit dem Antrag auf die Globalgenehmigung verbundenen Verfahrens, finden werden.

#### *I. Über die Zweckmäßigkeit der Revision des Sektorenplans*

Das Sandvolumen der Brüsseler Sandschicht bildet die größte Sandreserve der Wallonie. Die jährliche Abbaumenge beträgt durchschnittlich 1.800.000 Tonnen und versorgt mehr als 500 Großkunden.

Die Merkmale dieses Sands, insbesondere eine beachtliche Korngröße und eine hervorragende Durchlässigkeit, machen es unter anderem dazu geeignet, um als Standardmaterial in der Bauwirtschaft eingesetzt zu werden.

Die Anzahl Sandgruben in wallonisch Brabant ist von 84 Betrieben im Jahre 1982 auf derzeit 3 Betriebe gesunken. Die dort bewirtschafteten Lagerstätten sind auf Basis der gegenwärtigen Genehmigungen an die Grenzen ihrer Bewirtschaftungsmöglichkeiten gestoßen.

In Mont-Saint-Guibert sind die Reserven, die sich im Abbaugbiet befinden, das zurzeit im Sektorenplan ausgewiesen ist, sehr gering.

Das Prinzip der Erweiterung des Abbaugbiets von Mont-Saint-Guibert ist also gerechtfertigt, denn sie entspricht erwiesenen sozialwirtschaftlichen Bedürfnissen.

#### *II. Standort und Abgrenzung*

Im Kontext der Steinbrüche hängt das Hauptkriterium für die Standortwahl, das die Eintragung neuer Abbaugbiets rechtfertigt, mit dem Vorhandensein eines Vorkommens zusammen.

Das hier erwähnte Vorkommen besteht aus Sand von anerkanntermaßen hoher Qualität, der den Spezifikationen der Marke BENOR entspricht.

Was den Standort betrifft, wurde die Erweiterung des heutigen Betriebs nicht in Frage gestellt.

Was die Abgrenzung angeht, ist die für die Erweiterung des Abbaugbiets ausgewählte Fläche diejenige, die in der Umweltverträglichkeitsstudie des Planes vorgeschlagen wird (Variante 2).

Was die alternative Ausgleichsmaßnahme anbelangt, ist die ausgewählte Reservefläche diejenige, die von der ÖDW-OGD1 vorgeschlagen wird und es möglich macht, den Zielsetzungen in Sachen



Verbesserung der Mobilität und dem während der öffentlichen Untersuchung geäußerten Wunsch der Gemeinde Mont-Saint-Guibert Rechnung zu tragen.

### *III. Hydrogeologie und Hydrologie*

Die Umweltverträglichkeitsstudie zeigt, dass das nächstgelegene Bach, Fontaine aux corbeaux, 800m westlich des Standorts läuft. Das Erweiterungsprojekt schneidet ein Oberflächenwasser-Rinnsal, das ins Bach fließt. Die Genehmigung wird diesbezüglich eine Schutzmaßnahme vorsehen können, so wie es in der Umweltverträglichkeitsstudie vorgeschlagen wurde.

Das Projekt wird keine bedeutsame Auswirkung auf das Abfließen des Grundwassers und auf die Wasserzufuhr an den Wasserentnahmestellen haben. Es wird keine Auswirkung auf die zu Trinkwasser aufbereitbaren Wasserressourcen erwartet.

### *IV. Topographie und Landschaften*

Der Entwurf zur Eintragung des Abbaugebiets fügt sich in eine Landschaft ein, die aus einer landwirtschaftlichen Hochebene mit sanft gewölbten Anhöhen besteht. Das örtliche Landschaftsbild wird schon durch die bestehende Sandgrube, die Hochspannungslinie, das technische Vergrabungszentrum, den Business Park und die umliegenden Straßeninfrastrukturen geprägt. Während mit Pflanzen bewachsene Böschungen entlang der rue des Trois Burettes und der N25 die Sicht versperren, sind von der N4 aus noch lange und weite Ausblicke auf das Land möglich.

Die Inbetriebnahme und anschließende Neugestaltung des geplanten Abbaugebiets werden eine erhebliche Änderung des Bodenreliefs und der Bodennutzung nach sich ziehen. Diese Änderung wird allmählich und schritthaltend mit dem Vorstoß der Abbaulinie erfolgen, und zwar in dieselbe Richtung wie die laufenden Abbauarbeiten.

Die entlang der N4, südöstlich des Gebiets, wohnhaften Anwohner werden von der Umwandlung ihres Landschaftsbildes am meisten betroffen werden. In der Regel werden die Böschungen zur Versperrung des ursprünglich offenen Landschaftsbildes beitragen. Die Umweltverträglichkeitsstudie schlägt diesbezüglich vor, ein offenes Landschaftsbild aufrechtzuerhalten, und die Gemeinde Mont-Saint-Guibert hat denselben Wunsch geäußert. Die Aufrechterhaltung des offenen Landschaftsbildes, insbesondere entlang der N4, wird fester Bestandteil des Genehmigungsverfahrens sein.

### *V. Luft, Klima*

Die gemessene Luftqualität gibt keinen Anlass zu Bedenken, was die Gesundheit angeht. Die Wetterbedingungen sind vergleichbar mit denjenigen, die in der gesamten Region vorzufinden sind.

Die Bewirtschaftung der Sandgrubeerweiterung wird eine ähnliche Auswirkung haben wie die gegenwärtige.

Es wird keine Intensivierung des Verkehrs geplant, der als Hauptursache für den Staub gilt. Die nahegelegenen Wohnungen, die sich entlang der N4 befinden, werden dem Staub in höherem Maße

ausgesetzt werden, die Werte werden dennoch den Standardnormen einhalten. Die Staubbelastung wird sich größtenteils auf das Areal der Sandgrube begrenzen.

Was die Auswirkungen auf die Treibhausgasemissionen betrifft, werden sie vergleichbar mit denjenigen sein, die von der gegenwärtigen Sandgrube ausgehen, und werden als mäßig betrachtet.

#### *VI. Fauna, Flora und biologische Vielfalt*

Das durch die Revision des Sektorenplans vorgesehene Abbaugelände ist zur Zeit von geringem biologischem Interesse. Es ist mehrheitlich mit Kulturen und einer kleinen Plantage aus Holzarten bepflanzt.

Der Standort gehört zu keinem Naturschutzgebiet, grenzt dennoch an ein Gebiet von großem biologischem Interesse der "Sablière de Mont-Saint-Guibert", das psammophile Arten von Interesse für die biologische Vielfalt der Region, etwa die Uferschwalbe oder den Kupferbraunen Sandlaufkäfer, beheimatet.

Die Auswirkungen der Inbetriebnahme der Erweiterungsfläche der Sandgrube sind angesichts der Kargheit der Lebensräume, die derzeit vorzufinden sind, unbedeutend. Die größte Auswirkung betrifft die Zerstörung einer bewaldeten Fläche, die Teil der lokalen ökologischen Verflechtung ist, sowie einer Hecke die, so der Vorschlag, durch neue Anpflanzungen woanders im Standort zu ersetzen ist.

Das durch die Bewirtschaftung der vorhandenen Sandgrube generierte biologische Umfeld wiederum ist aus biologischer Sicht sicher von Interesse.

Von entscheidender Bedeutung ist es daher, während und nach der Bewirtschaftung für die Erhaltung der derzeit am Standort vorzufindenden Arten von Interesse, wie etwa die Uferschwalbe, zu sorgen.

In der Umweltverträglichkeitsstudie werden diesbezüglich Sanierungsvorschläge sowie Empfehlungen geäußert, die die ÖDW-OGD3 in ihrer positiven Stellungnahme über die Erweiterung der Sandgrube als Bedingungen übernimmt. Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Oktober 2016 übernimmt diese Vorschläge, indem er festlegt, dass sie Teil der Untersuchung des Genehmigungsantrags sein werden, und eine Zusatzvorschrift \*S.57 bestimmt, dass nach der Bewirtschaftung das Gelände in ein Naturgebiet umgewidmet wird.

Darüber hinaus wird die Neugestaltung des Abbaugeländes als Naturgebiet, nach der Bewirtschaftung, zu Lasten des Sandgrubebetreibers als Alternativmaßnahme vorgeschrieben.

Die Effektivität der Alternativmaßnahme wird durch die am 19. Juli 2016 zwischen der SHANKS AG und der ANF des ÖDW abgeschlossene Vereinbarung materialisiert.

#### *VII. Bebauter Bereich*

In der Umweltverträglichkeitsstudie wird vertreten, dass die Eintragung des neuen Abbaugeländes im Sektorenplan keine bedeutende Auswirkung auf den bebauten Bereich mit sich bringen werde. Es gibt keinen Wohnkern in weniger als 500 Meter Abstand von den berücksichtigten Geländen.

Was die Elemente des Erbguts angeht, könnte das Landschaftsbild rund um die an der N4 gelegene Kapelle Notre-Dame de Bon Secours anders aussehen: Es wird eine Verkürzung der weiten Ausblicke auf das Land nach Süden hin entstehen, falls Böschungen eingerichtet werden, wobei sich dadurch nichts an den schützenswerten Charakter der Kapelle ändern wird. Um die Versperrung der Sicht zu vermeiden, sieht der Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Oktober 2016 zur endgültigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans vor, dass die Aufrechterhaltung des offenen Landschaftsbildes entlang der N4 beim Genehmigungsantrag berücksichtigt sein wird.

Es sind keine Auswirkungen zu erwarten auf die Bauernhöfe "Ferme de La Grange à la Dîme" und "Ferme du Château" bzw. "de la Tour".

Die in der archäologischen Bestandsaufnahme aufgeführte römische Stätte, die sich im Areal der Revision des Sektorenplans befindet, ist im Vorfeld jeglicher Bewirtschaftung einer archäologischen Bewertung zu unterziehen. Dies wird im Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Oktober 2016 ausdrücklich vorgesehen.

### *VIII. Lärm und Schwingungen*

Die Umweltverträglichkeitsstudie weist darauf hin, dass die Erweiterung des Abbaugebiets die heutigen Höhen des Lärm- und des Schwingungspegels nicht modifizieren wird und dass sich die Lärmauswirkungen des in Betrieb genommenen Standorts angesichts der Entfernung der nächstgelegenen Wohnungen unterhalb der geltenden Normen halten werden.

### *IX. Mobilität - Verkehrsdichte*

Die Umweltverträglichkeitsstudie zeigt, dass der mit der Betriebstätigkeit der Sandgrube verbundene Verkehr sehr geringe Auswirkungen in Sachen Mobilität hat. Dieser macht nämlich weniger als 2,6% des Gesamtverkehrs aus, der auf den Hauptachsen in der Nähe des Standorts festgestellt wird. Die Eintragung eines neuen Abbaugebiets mit dem einzigen Ziel, die Abbautätigkeit fortzusetzen, wird keine Steigerung des Verkehrsaufkommens nach sich ziehen und somit keine nennenswerte Auswirkung auf die Verkehrsbelastung der benutzten Verkehrswege haben.

Da es keine Zufahrtstraße von der N25 aus nach Süden hin auf Höhe der "rue des Trois Burettes" gibt, muss der gesamte Verkehr jedoch über die Ost-Abzweigung der N25 und den Kreisverkehr zwischen dieser und der N4 fließen. Der mit der Sandgrube verbundene Verkehr nach bzw. aus dem Westen wirkt daher an dieser Stelle wie einen "Störverkehr".

Die Einrichtung eines Straßenknotens auf Höhe der "rue des Trois Burettes" würde es möglich machen, diesen durch den Betrieb der Sandgrube generierten "Störverkehr" zu beseitigen.

Darauf zielt die Alternativmaßnahme ab, die in Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Oktober 2016 vorgesehen wird, welcher besagt: "*die Schaffung eines Straßenknotens zu Lasten des Betreibers wird als Ausgleichsmaßnahme vorgeschrieben; die Fertigstellung dieses Straßenknotens ist eine Voraussetzung für die Umsetzung der Global- bzw. Umweltgenehmigung.*"

Die Effektivität der Alternativmaßnahme wird durch die am 11. Mai 2016 zwischen der SOFICO, der SHANKS AG, der Gemeinde Mont-Saint-Guibert und der Wallonischen Region abgeschlossene Vereinbarung materialisiert.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Oktober 2016 zur endgültigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 40/1) zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets und einer Reservefläche für die Schaffung eines Straßenknotens auf dem Gebiet der Gemeinde Mont-Saint-Guibert (Corbais) beigefügt zu werden.

Namur, den 6. Oktober 2016

Der Minister-Präsident,

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,

C. DI ANTONIO

Unser Zeichen.: CRAT/14/AV.568  
BB/IH

Den 23. Oktober 2014

**Stellungnahme des RARO über den Entwurf zur Revision des Sektorenplans Wavre-Jodoigne-Perwez zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets und einer Reservefläche für die Schaffung eines Straßenknotens in MONT-SAINT-GUIBERT (Corbais)**

## **1. EINLEITUNG**

### **1.1. Einreichung des Antrags und Antwort**

- Durch sein am 03. September 2014 eingegangenes Schreiben hat der Öffentliche Dienst der Wallonie (OGD4) die Stellungnahme des Regionalausschusses für Raumordnung (RARO) über den besagten Entwurf beantragt.
- Gemäß Artikel 43 § 4 des CWATUPE bezieht sich die Stellungnahme des RARO auf die Akte mit dem Planentwurf, dem ebenfalls die Umweltverträglichkeitsstudie und die während der öffentlichen Untersuchung bekanntgegebenen Beanstandungen, Bemerkungen, Protokolle und Stellungnahmen beigelegt sind.

### **1.2. Beschreibung des Entwurfs**

Der Entwurf zur Revision des Sektorenplans Wavre-Jodoigne-Perwez bezweckt:

- die Eintragung eines ca. 47 ha großen Abbaugebiets in einem Agrargebiet;
- die Eintragung einer Zusatzvorschrift \*S.57 für die Gelände des zukünftigen Abbaugebiets betreffend ihre Umwidmung in ein Naturgebiet nach der Bewirtschaftung.
- die Durchführung einer archäologischen Bewertung vor der Inbetriebnahme des Abbaugebiets.

Bei den Ausgleichsmaßnahmen handelt es sich ausschließlich um alternative Maßnahmen, die darin bestehen:

- einen kompletten Straßenknoten auf Höhe der rue des Trois Burettes zu Lasten des Sandgrubebetreibers einzurichten;
- die gesamte Erweiterung des Abbaugebiets nach der Bewirtschaftung zu Lasten des Sandgrubebetreibers als Naturgebiet neu zu gestalten.

## **2. STELLUNGNAHME**

**Der RARO stimmt dem Ziel der Revision des Sektorenplans zu, die die Eintragung eines Abbaugebiets in Erweiterung einer bestehenden Sandgrube in Mont-Saint-Guibert (Corbais) bezweckt.**



---

## 2.1. Über die Eintragung eines Abbaugebiets

---

### Der RARO stimmt der Eintragung dieses Gebiets zu.

Der RARO weist darauf hin, in Anlehnung an das mit der Umweltverträglichkeitsstudie beauftragte Planungsbüro, dass die Erweiterung des Abbaugebiets von Mont-Saint-Guibert angesichts der erwiesenen sozialwirtschaftlichen Bedürfnisse gerechtfertigt ist. Im Übrigen weist die Studie auf das Vorhandensein eines Sandvorkommens am betroffenen Standort hin, das die Fortsetzung der Tätigkeiten der Sandgrube ermöglichen wird, indem es ihr den benötigten Raum für etwa 20 Jahre verschaffen wird.

Der RARO unterstreicht nochmals die Dringlichkeit einer Revision des Sektorenplans, da die Umweltverträglichkeitsstudie deutlich gemacht hat, dass die Reserven, die sich im Abbaugebiet befinden, das zur Zeit im Plan ausgewiesen ist, nur für zwei oder drei Betriebsjahre ausreichen.

---

## 2.2. Über eine Zusatzvorschrift \*S.57 für die Gelände des zukünftigen Abbaugebiets

---

### Der RARO kann sich über die Eintragung dieser Vorschrift nicht aussprechen.

Obwohl der Ausschuss die Umwidmung dieses Gebiets in ein Naturgebiet nach der Bewirtschaftung befürwortet, wundert er sich jedoch über den Rückgriff auf eine solche Vorschrift, um im Sektorenplan eine neue Zweckbestimmung zu verleihen.

---

## 2.3. Über die Durchführung einer archäologischen Bewertung vor der Inbetriebnahme des Abbaugebiets

---

### Der RARO stimmt der Durchführung einer archäologischen Bewertung zu jenem Zeitpunkt zu.

---

## 2.4. Über die Einrichtung eines kompletten Straßenknotens auf Höhe der rue des Trois Burettes zu Lasten des Sandgrubebetreibers (1. Ausgleichsmaßnahme)

---

Der RARO pflichtet dem Prinzip einer alternativen Ausgleichsmaßnahme bei, die auf die Verbesserung der Straßenanbindung des Standorts durch die Eintragung einer Reservefläche mit anschließendem Aufbau einer Infrastruktur abzielt. Dennoch **weist der RARO den Vorschlag einer Einrichtung, so wie er unterbreitet wurde, zurück.**

Er ist nämlich der Ansicht, dass der von der Gemeinde Mont-Saint-Guibert geäußerte Vorschlag zweckmäßiger ist. Tatsächlich erscheint der Vorschlag, einen sekundären Straßenknoten in der Form eines Kreisverkehrs auf Höhe des jetzigen Eingangs der Sandgrube (rue de la Petite Sibérie) einzurichten, praktikabler und umweltschonender. Er ermöglicht nämlich, eine Unterbrechung des Gehölzstreifens entlang der RN25 zu vermeiden und somit die Auswirkungen auf die lokale ökologische Verflechtung in Grenzen zu halten.

---

## 2.5. Über eine Neugestaltung als Naturgebiet der gesamten Erweiterung des Abbaugebiets nach der Bewirtschaftung zu Lasten des Sandgrubebetreibers (2. Ausgleichsmaßnahme)

---

### Der RARO befürwortet diese alternative Ausgleichsmaßnahme.

Dem RARO nach handelt es sich jedoch dabei eher um Empfehlungen, die in die Umweltgenehmigung eingefügt werden könnten.

## **2.6. Über die Qualität der Umweltverträglichkeitsstudie**

---

**Der RARO bezeichnet die Qualität der Umweltverträglichkeitsstudie als gut.**

Sie erlaubt nämlich, sich ein gutes Bild der gesamten Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt zu machen.

Für den RARO

Pierre GOVAERTS  
Vorsitzender

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2016/27312]

**6 OKTOBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot definitieve aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs (blad 40/1) met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied en een reserveringsomtrek voor de aanleg van een verkeerswisselaar op het grondgebied van de gemeente Mont-Saint-Guibert (Corbais)**

De Waalse Regering,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 juli 2014 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2014 tot regeling van de werking van de Regering;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 1,4, 22, 23, 25, 32, 35, 38, 40 en 42 tot en met 46;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan (SDER) aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999 en overwegende dat de aangehouden optie, wat de bescherming en het beheer van de hulpbronnen van de ondergrond betreft, erin bestaat te zorgen voor de ruimte die de komende dertig jaren noodzakelijk zal zijn voor de extractieve activiteit;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 maart 1979 tot opstelling van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwez;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 tot herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs (blad 40/1) en tot aanneming van het voorontwerp van herziening met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied in Mont-Saint-Guibert (Corbais);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 tot aanvulling, door de opnemings van een reserveringsomtrek bestemd voor de aanleg van een verkeerswisselaar als alternatieve compensatie, van het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 tot herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs (blad 40/1) en tot aanneming van het voorontwerp van herziening met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied in Mont-Saint-Guibert (Corbais);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 2010 tot uitvoering van een effectenonderzoek op het voorontwerp van herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs (blad 40/1) met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied en van een reserveringsomtrek voor de verwezenlijking van een nieuwe verkeerswisselaar voor een autosnelweg op het grondgebied van de gemeente Mont-Saint-Guibert (Corbais) en tot aanneming van de inhoud van het effectenonderzoek voor het gewestplan;

Gelet op het effectonderzoek betreffende het voorontwerp van plan uitgevoerd door het Bureau "CSD Ingénieurs Conseils SA", dat behoorlijk erkend is overeenkomstig artikel 42, vierde lid, van het Wetboek;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 2013 tot voorlopige aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs (blad 40/1) met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied en een reserveringsomtrek voor de aanleg van een verkeerswisselaar op het grondgebied van de gemeente Mont-Saint-Guibert (Corbais);

Overwegende dat bedoeld besluit :

1. voorziet in de opnemings van een gebied voor de ontginning van zanden met een oppervlakte van ongeveer 47Ha als uitbreiding van de bestaande zandgroeve gelegen langs de wegen RN25 en N4, waarbij in het huidige ontginningstempo ongeveer 23 jaar activiteit wordt gewaarborgd;
2. bepaalt dat de gronden van het toekomstige ontginningsgebied worden voorzien van een bijkomend voorschrift \*S.57 met vermelding van de wederbestemming na stopzetting van de uitbating als natuurgebied;
3. bepaalt dat de alternatieve compensaties in de aanleg bestaan van een volledige verkeerswisselaar ter hoogte van de "rue des Trois Burettes", enerzijds, en een heraanleg als natuurgebied van de volledige uitbreiding van dit ontginningsgebied;

Overwegende dat het openbaar onderzoek dat van 13 januari 2014 tot 26 februari 2014 op het grondgebied van de gemeente Mont-Saint-Guibert plaatsgevonden heeft, aanleiding heeft gegeven tot vier bezwaren en opmerkingen ingedeeld als volgt :

- VIVAQUA 17-19, Keizerinlaan – 1000 Brussel, die de plannen van haar installaties langs de betrokken site bezorgt en erom verzoekt voor elk project geïnformeerd te worden om de impact ervan op haar installaties te onderzoeken;
- NATAGORA 5, Chemin des Prés – 1320 Nodebais, die de bescherming van de huidige site van de zandgroeve als site met een hoge biologische waarde bevestigt, verheugt zich over de wederbestemming van de site van de uitbreiding van de zandgroeve als natuurgebied na stopzetting van de bedrijvigheid en vraagt de oprichting van een begeleidingscomité om de ontginningsfase en de herstelfase te begeleiden;
- HSP( SHANKS) 1, Chemin du Stocquoy – 1300 Waver, die beweert geen eigenaar te zijn van het geheel van de percelen betrokken bij de uitbreiding van het ontginningsgebied zodat niets in dit stadium kan verzekeren dat ze het geheel van de voorziene uitbreiding zal kunnen exploiteren; op grond van het evenredigheidsbeginsel bedoeld in het mechanisme van de compensaties vraagt ze bijgevolg om "een compensatie te voorzien die overeenstemt met het ontginningsrecht van elk van eigendomsgebieden van de site", met andere woorden om slechts in de compensaties te voorzien naarmate ze het ontginningsrecht heeft kunnen verkrijgen, waarbij ze eerst eigenaar is geworden van de betrokken percelen;
- BADOT-BLANCKE Christine en Jean 27, Avenue de l'Etang – 1435 Mont-Saint-Guibert, die een aanleg van het verkeerspunt RN25/rue des Trois Burettes dat niet nadelig is voor het verkeer vanuit Mont-Saint-Guibert vraagt, die erom verzoekt dat er voor de ontginningsfase verwezen wordt naar het hoogste niveau van de waterlaag en niet naar haar gemiddeld niveau en voor de ontginningsvoorwaarden naar de huidige milieubeschermingstechnieken; tenslotte moeten de nodige maatregelen getroffen worden om de potentiële hindernis (vlekken) veroorzaakt door het verkeer uit de zandgroeve te voorkomen voor de omliggende openbare wegen;

Overwegende dat op 15 januari 2014 een informatievergadering overeenkomstig artikel 4 van het "CWATUPE" heeft plaatsgevonden;

Overwegende dat de overlegvergadering bedoeld bij artikel 43 van het "CWATUPE" op 3 maart 2014 heeft plaatsgevonden;

Gelet op de notulen van die overlegvergadering;

Gelet op het advies van de gemeenteraad van Mont-Saint-Guibert van 24 april 2014, die eenstemmig beslist om:

- een gunstig advies uit te brengen over de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs (blad 40/1) met het oog de opneming van een ontginningsgebied mits:
  - \* als tegenvoorstel van het aan een openbaar onderzoek onderworpen project, de aanleg van een secundaire verkeerswisselaar met de RN25 ter hoogte van de rue de la Petite Sibérie; die secundaire verkeerswisselaar, die het voorwerp uitmaakt van een concreet voorstel van de gemeente, neemt de vorm van een rotonde aan;
  - \* het behoud van de landschappelijke opening langs de N4; daartoe vereist de gemeente dat een landschappelijk plan van aanleg bij de vergunningsaanvraag wordt gevoegd;
- voor te stellen dat die voorwaarden opgenomen worden in het gewestplan in de vorm van inrichtingsopties [lees: inrichtingsmaatregelen] overeenkomstig artikel 23, tweede lid, 3°, van het CWATUPE;

Gelet op het gunstig advies van de “Conseil wallon de l’environnement pour le développement durable” (CWEDD), gegeven op 13 oktober 2014;

Overwegende dat dit advies bepaalt dat wat betreft de kwaliteit van het effectenonderzoek, de CWEDD van mening is dat het onderzoek de nodige elementen bevat voor de besluitvorming” en dat “de bevoegde overheid de elementen zal vinden om haar beslissing te nemen”;

Overwegende dat, wat de milieuoportunititeit van het project betreft, uit dit advies wordt geconcludeerd dat de CWEDD gunstig is voor:

- de opneming van een ontginningsgebied zoals voorzien in het ontwerp van gewestplan;
- de opneming van een bijkomend voorschrift \*S.57 op het toekomstige ontginningsgebied met vermelding van de wederbestemming na stopzetting van de uitbating als natuurgebied;
- de opneming van een reserveringsomtrek zoals voorzien in het ontwerp van gewestplan om er een verkeerswisselaar op kosten van het zandgroevebedrijf aan te leggen;
- de heraanleg, na stopzetting van de bedrijvigheid, van het hele toekomstige ontginningsgebied als natuurgebied op kosten van het zandgroevebedrijf;

Overwegende dat de Raad herinnert aan zijn gunstig advies voor de handhaving van een landschappelijke opening vanaf de N4, die zou moeten resulteren in de “inrichting van met soepelheid gevormde merloenen om ze beter aan te passen aan het natuurlijke reliëf”;

Overwegende tot slot dat de CWEDD van mening is dat het onderzoek inzake mobiliteit (gedetailleerd onderzoek van de verkeerswisselaar en aangepast voorstel van variant van de reserveringsomtrek) volledig is maar wijst op het bestaan van het door de gemeente Mont-Saint-Guibert geformuleerde alternatieve voorstel dat in de inrichting van een rotonde ter hoogte van de ingang van de zandgroeve, rue de la Petite Sibérie, bestaat. De Raad acht dat de “de door de gemeente aangevoerde argumenten grondig onderzocht moeten worden om de beste oplossing inzake mobiliteit en de oplossing met de geringste effecten op het leefmilieu te vinden.”;

Gelet op het advies van de “Commission régionale d’aménagement du territoire” (Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening) (CRAT) van 23 oktober 2014;

Overwegende dat dit advies vermeldt dat de CRAT de doelstelling van de herziening van het gewestplan met het oog op de opneming van een ontginningsgebied als uitbreiding van een bestaande steengroeve in Mont-Saint-Guibert (Corbais), genegen is;

Overwegende dat dit advies de volgende punten bepaalt:

- over de opneming van een ontginningsgebied:

De CRAT is de opneming van dat gebied gunstig gezind.

De CRAT onderstreept, zoals het bureau belast met het effectenonderzoek, dat de uitbreiding van het ontginningsgebied van Mont-Saint-Guibert gezien de socio-economische behoeften gerechtvaardigd wordt. Overigens wijst het onderzoek op het bestaan van een winning van zanden op de betrokken plaats, wat de voortzetting van de activiteiten van de zandgroeve mogelijk maakt, door te voorzien in haar ruimtebehoeften voor ongeveer 20 jaar;

- over de opneming van een bijkomend voorschrift \*S.57 op de gronden van het toekomstige ontginningsgebied:

De CRAT mag zich niet uitspreken over de opneming van dit voorschrift.

Hoewel ze de wederbestemming als natuurgebied na stopzetting van de bedrijvigheid genegen is, stelt de Commissie zich vragen over het gebruik van een dergelijk voorschrift met het oog op een wederbestemming van het gewestplan;

- over de uitwerking van een archeologische evaluatie vóór de uitvoering van het ontginningsgebied:

De CRAT is voorstander van de uitwerking van een archeologische evaluatie in dit stadium;

- over de aanleg van een volledige verkeerswisselaar ter hoogte van de “rue des Trois Burettes” op kosten van het zandgroevebedrijf (1° compensatie):

De CRAT is voorstander van het principe van een alternatieve compensatie met het oog op de verbetering van de toegankelijkheid van de plaats door de opneming van een reserveringsomtrek gevolgd door de bouw van een infrastructuur. De CRAT is evenwel het inrichtingsvoorstel, zoals het voorgesteld wordt, ongunstig gezind.

Ze acht immers dat het door de gemeente Mont-Saint-Guibert uitgebrachte voorstel relevanter is. Het voorstel om een secundaire verkeerswisselaar aan te leggen in de vorm van een rotonde ter hoogte van de huidige ingang van de zandgroeve (rue de la Petite Sibérie) lijkt immers meer haalbaar en minder impacterend voor het leefmilieu. Het voorstel maakt het immers mogelijk om een breuk in de bosschage langs de RN25 te voorkomen en dus de impacten op de plaatselijke ecologische vermazing te beperken;

- over een heraanleg, na stopzetting van de bedrijvigheid, van de gehele uitbreiding van het ontginningsgebied als natuurgebied op kosten van het zandgroevebedrijf. (2° compensatie):

De CRAT is die alternatieve compensatie gunstig gezind.

De CRAT acht nochtans dat het meer gaat over aanbevelingen die in de milieuvergunning opgenomen zouden kunnen worden;

- over de kwaliteit van het effectenonderzoek:

De CRAT acht dat het effectenonderzoek van goede kwaliteit is.

Het maakt het immers mogelijk om het geheel van de impacten van het project op het leefmilieu correct in te schatten;

Overwegende dat DGO1 in zijn advies van 24 oktober 2014 wijst op sommige technische drukfactoren voor de aanleg van de verkeerswisselaar, met name ten opzichte van het voorstel van een rotonde dat door de gemeente Mont-Saint-Guibert geformuleerd is (geschetste overgangsbogen die niet met de normen overeenstemmen, geen onderzoek van de altimetrie van het project,...) en dat een aanpassing van de daarbij betrokken reserveringsomtrek vereist;

Overwegende dat dit advies het volgende bepaalt: "Aangezien de haalbaarheid van voornoemde rotonde niet gewaarborgd wordt, zou het noodzakelijk zijn dat de in het kader van de uitbreiding van de ontginning opgelegde compensaties deze inrichting of het bestaande alternatief mogelijk maken";

Gelet op het aanvullend schrijven van DGO1 van 23 december 2014 tot bepaling van de wenselijke reserveringsomtrek om de uitvoering van deze twee opties mogelijk te maken;

Overwegende dat het Departement Natuur en Bossen van het DG03 in zijn advies van 31 oktober 2014 gunstig is mits de naleving van de volgende voorwaarden:

- wat betreft de geëxploiteerde steengroeve, zal het reeds geëxploiteerde en heraangelegde gebied als groengebied in het gewestplan opgenomen worden;
- na stopzetting van zijn uitbating zal het gebied van de heden geëxploiteerde zandgroeve als natuurgebied in het gewestplan opgenomen worden;
- na stopzetting van de bedrijvigheid zal het uitbreidingsgebied als natuurgebied in het gewestplan opgenomen worden;
- na stopzetting van de bedrijvigheid zal de exploitant de steengroeve naar natuurgebied heropwaarderen. Dit gebied zal een gebied dat gunstig is voor het nestelen van oeverwaluwen, zandige en oligotrofe gebieden, permanente watervlakken en tijdelijke poelen omvatten. Een beheersplan op lange termijn zal opgemaakt worden en aan het Departement Natuur en Bossen onderworpen worden uiterlijk één jaar voor het einde van de ontginning;
- na stopzetting van de bedrijvigheid zal de exploitant een aanvraag indienen voor de erkenning van het natuurgebied dat als een erkend of domaniaal natuurgebied is heropgevaardeerd;
- de exploitant zal zorgen voor het beheer van dit natuurgebied of zal bedoeld beheer in dat opzicht aan een derde toevertrouwen;
- de aanplantingen zullen alleen met gemengde inheemse soorten verricht worden.

Een houtsingel of een heg met drie rijen met een lengte die minstens gelijkwaardig is aan de lengte van de houtsingel geïmpacteerd door de bouw van de toegangsweg zal geplant worden als compensatie van de vernieling ervan;

- een beheersplan van de overwoekerende soorten zal uitgevoerd worden zodra de ontginning zal beginnen;
- alle aanbevelingen van de auteur van het milieueffectonderzoek inzake het goed beheer ten opzichte van het natuurlijk milieu tijdens de uitbating zullen nageleefd worden;

Overwegende dat de Waalse Regering na analyse van de tijdens het openbaar onderzoek geformuleerde bezwaren en van de door de geraadpleegde instanties uitgebrachte adviezen ze als volgt wenst te beantwoorden;

Overwegende dat vier bezwaren en opmerkingen geformuleerd tijdens het openbaar onderzoek het principe van de uitbreiding van de zandgroeve niet in twijfel trekken; dat ze voornamelijk betrekking hebben op maatregelen die vallen onder de vergunning die nodig zal zijn voor de uitbating van het nieuwe ontginningsgebied en niet op deze herziening van het gewestplan;

Overwegende dat wat de aanpassing van de alternatieve compensatie aan het uitbatingsrecht betreft, de Waalse Regering niet wil afwijken van de adviezen van de CRAT en de CWEDD die gunstig zijn voor de heraanleg na stopzetting van de bedrijvigheid van het volledige toekomstige ontginningsgebied als natuurgebied op kosten van het zandgroevebedrijf; dat die heraanleg in ieder geval slechts de geëxploiteerde percelen zal betreffen, wat aan de wens van de aanvrager voldoet;

Overwegende dat de Waalse Regering voorkeur wil geven aan het voorstel van de gemeente Mont-Saint-Guibert inzake de aanleg van een verkeerswisselaar ter hoogte van de rue de la Petite Sibérie voor zover de technische haalbaarheid ervan bewezen wordt; dat een alternatief voorstel afgesproken tussen het DGO1 en de gemeente in het tegenovergestelde geval overwogen zal worden;

Overwegende dat de reserveringsomtrek in die zin is gewijzigd; dat die omtrek de door het DGO1 bepaalde omtrek omvat, wat de uitvoering van ofwel het voorstel van de gemeente Mont-Saint-Guibert, ofwel van een alternatief voorstel mogelijk maakt;

Gelet op de overeenkomst betreffende de uitvoering van inrichtingen bestemd voor de verbetering van de mobiliteit ter hoogte van de verbindingen RN4, RN25 en RN25a, ondertekend op 11 mei 2016 door de SOFICO, de naamloze vennootschap SHANKS, de gemeente Mont-Saint-Guibert en het Waalse Gewest;

Overwegende dat die overeenkomst voorziet in de terbeschikkingstelling door de N.V. SHANKS van een som van 700000 euro "als mobiliteitscompensatie" en overigens de modaliteiten van het gebruik ervan bepaalt;

Overwegende dat de handhaving van de landschappelijke opening langs de N4 bij het onderzoek van de vergunningsaanvraag in aanmerking zal worden genomen;

Overwegende dat de wederbestemming van het toekomstige ontginningsgebied na stopzetting van de bedrijvigheid als natuurgebied en de opneming van een bijkomend voorschrift daartoe door het effectenonderzoek aanbevolen wordt; dat de opmerking die daarover door de CRAT geformuleerd is, de rechtsgeldigheid van het gebruik van een dergelijk voorschrift met het oog op een wederbestemming van het gewestplan betreft;

Overwegende dat de in artikel 41 van het CWATUP bedoelde soorten bijkomende voorschriften geen beperkende lijst zijn van de bijkomende voorschriften waarvan het gebruik toegelaten wordt; dat dit artikel overigens bepaalt dat "de Regering de lijst van de bijkomende voorschriften kan bepalen";

Overwegende dat wat de twee eerste voorwaarden van het gunstig advies van DG03 betreft, namelijk de opneming als groengebied van het reeds geëxploiteerde en heraangelegde ontginningsgebied alsook de opneming als natuurgebied van het nu geëxploiteerde gebied, de Regering er geen gevolg aan wil geven aangezien ze niet aan een openbaar onderzoek zijn onderworpen;

Overwegende dat de Waalse Regering haar wil bevestigen om te laten overgaan tot een actieve heropwaardering van de toekomstige zandgroeve als natuurgebied na stopzetting van de bedrijvigheid op kosten van het zandgroevebedrijf als alternatieve compensatie;



Overwegende dat een overeenkomst tussen de NV SHANKS en het Departement Natuur en Bossen van DGO3 op 19 juli 2016 is ondertekend om de doeltreffendheid van die herontwikkeling te waarborgen;

Overwegende dat de andere voorwaarden van het advies van het Departement Natuur en Bossen van DGO3 inzake de alternatieve compensatie bij het onderzoek van de vergunningsaanvraag in aanmerking zullen worden genomen;

Overwegende, tot slot, dat de Waalse Regering, op basis van de adviezen uitgebracht door de gemeenteraad, de CRAT, de CWEDD, DGO1 en DGO3 acht dat de uitbreiding van het ontginningsgebied gerechtvaardigd wordt en beslist, op basis van het aan een openbaar onderzoek onderworpen ontwerp van herziening van 27 juni 2013, de herziening van het gewestplan definitief aan te nemen waarbij te dien einde gekozen wordt voor de opnemings in het gewestplan van Waver-Geldenaken-Perwijs :

- \* van een ontginningsgebied van ongeveer 47 ha op het grondgebied van de gemeente Mont-Saint-Guibert (Corbais) in het verlengde van de huidige exploitatie op gronden die heden als landbouwgebieden worden opgenomen;
- \* van een reserveringsomtrek bestemd voor de aanleg als alternatieve compensatie van een verkeerswisselaar vóór de uitvoering van de globale of milieuvergunning; de aanleg van die wisselaar is ten laste van het zandgroevebedrijf voor een bedrag van 70000 euro overeenkomstig de bovenvermelde overeenkomst;
- \* van een bijkomend voorschrift \*S.57 met vermelding van de wederbestemming van het nieuwe ontginningsgebied na stopzetting van de bedrijvigheid als natuurgebied; aan die verandering van bestemming wordt vorm gegeven door vrijmaking van de laatste schijf van de waarborg opgelegd door de globale vergunning of de milieuvergunning – of van elke andere in de plaats komende vergunning - voor de uitbating van de zandgroeve en de verschillende fases van de heraanleg ervan overeenkomstig artikel 55, § 5, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

De heraanleg als natuurgebied na stopzetting van de bedrijvigheid van het ontginningsgebied dat bij deze herziening in het gewestplan opgenomen wordt, op kosten van het zandgroevebedrijf, als alternatieve compensatie opgelegd; de bovenvermelde overeenkomst van 19 juli 2016 gesloten tussen de NV SHANKS en het Departement Natuur en Bossen van het DGO3 zal de doeltreffendheid van die herontwikkeling garanderen;

Overwegende dat het door de zandgroeve veroorzaakte verkeer een gering deel (0,1 % tot 2,6% van de globale stroom) van het verkeer vastgesteld op de assen langs de site vormt en dat het dan ook heel weinig bijdraagt tot de verzadiging ervan; dat de aanpassing van de verkeerswisselaar, indien ze de toegankelijkheid van de zandgroeve zal verbeteren, vooral ten gunste van de vlotheid van het verkeer in de nabijheid van de site, en in het bijzonder, van de toegankelijkheid van de in de nabij gelegen bedrijfsruimten gevestigde bedrijven zal gebeuren;

Overwegende overigens dat de overeenkomst van 19 juli 2016 gesloten tussen de NV SHANKS en het Departement Natuur en Bossen van het DGO3 als doel heeft een actieve en effectieve heropwaardering van het ontginningsgebied na stopzetting van de bedrijvigheid te garanderen volgens modaliteiten die gunstiger zijn voor de natuur dan degene die gewoonlijk opgelegd worden in de vergunningen afgegeven voor de uitbating van de ontginningsgebieden;

Overwegende dat de in dit besluit bedoelde alternatieve compensaties wat betreft de mobiliteiten en de milieubescherming wel meerwaarden zijn en dan ook onder het mechanisme van de compensatie bedoeld door in het CWATUP vallen;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,  
Besluit :

**Artikel 1.** De herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs (blad 40/1) met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied en een reserveringsomtrek voor de aanleg van een verkeerswisselaar op het grondgebied van de gemeente Mont-Saint-Guibert (Corbais) wordt overeenkomstig bijgevoegd plan definitief aangenomen.

**Art. 2.** De aanleg van een verkeerswisselaar op kosten van het zandgroevebedrijf wordt als alternatieve compensatie opgelegd; de aanleg van die verkeerswisselaar wordt als voorwaarde gesteld voor de uitvoering van de globale of de milieuvergunning.

**Art. 3.** De opnemings van een bijkomend voorschrift \*S.57 waarin de wederbestemming van het ontginningsgebied als natuurgebied na stopzetting van de bedrijvigheid wordt bepaald, wordt opgenomen in het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs (blad 40/1).

Aan die verandering van bestemming wordt vorm gegeven door vrijmaking van de laatste schijf van de waarborg opgelegd door de globale vergunning of de milieuvergunning – of van elke andere in de plaats komende vergunning - voor de uitbating van de zandgroeve en de verschillende fases van de heraanleg ervan overeenkomstig artikel 55, § 5, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

De heraanleg als natuurgebied na stopzetting van de bedrijvigheid van het ontginningsgebied dat bij deze herziening in het gewestplan opgenomen wordt, wordt op kosten van het zandgroevebedrijf als alternatieve compensatie opgelegd.

**Art. 4.** Een archeologische evaluatie van het nieuwe ontginningsgebied wordt uitgevoerd voorafgaandelijk aan de ontsluiting van het gebied. Het tijdschema voor de werken betreffende de archeologische evaluatie wordt in overleg tussen de uitbater en de Directie Archeologie van de Waalse Overheidsdienst opgesteld naar gelang van de beschikbaarheid van de betrokken terreinen.

**Art. 5.** De milieuverklaring opgemaakt door de Waalse Regering op grond van artikel 44 van het Wetboek wordt als bijlage bij dit besluit gevoegd.

**Art. 6.** De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 oktober 2016.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO

**Milieuverklaring betreffende de definitieve aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs (blad 40/1) met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied en een reserveringsomtrek voor de aanleg van een verkeerswisselaar op het grondgebied van de gemeente Mont-Saint-Guibert (Corbais)**

Deze milieuverklaring wordt vereist krachtens artikel 44, tweede lid, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie (hierna het “Wetboek”).

Ze gaat bij het besluit van de Waalse Regering tot definitieve aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs (blad 40/1) met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied en een reserveringsomtrek voor de aanleg van een verkeerswisselaar op het grondgebied van de gemeente Mont-Saint-Guibert (Corbais). Ze wordt samen met dat besluit bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Deze milieubeleidsverklaring is een samenvatting van de manier waarop de milieuoverwegingen werden opgenomen in de herziening van het gewestplan en waarop het milieueffectonderzoek, de adviezen, bezwaren en opmerkingen in overweging werden genomen. Ze is ook een samenvatting van de redenen voor de keuzes van de herziening van het gewestplan, rekening houdende met de andere in het vooruitzicht gestelde redelijke oplossingen.

Betreffende een samenvattend document, verwijst deze milieuverklaring voor de details en het overige naar de tekst van het besluit van de Waalse Regering tot aanneming van bedoelde herziening van het gewestplan.

Voor meer leesbaarheid werd deze milieuverklaring opgedeeld in drie hoofdstukken : het eerste hoofdstuk gaat over de inhoud van de herziening van het gewestplan, het tweede gaat in op de herzieningsprocedure ervan en het derde, op de milieuoverwegingen.

### **1. Doel van de herziening van het gewestplan**

Deze herziening van het gewestplan beoogt de voortzetting van de bestaande uitbating van de zandafzetting.

De vraag naar dit product zou in de komende jaren stabiel moeten blijven terwijl de voorraden van het huidige ontginningsgebied uitgeput zijn. De activiteit van de zandgroeve zorgt voor 15 directe banen. De zandafzetting wordt opgenomen in de inventaris van de hulpbronnen van de ondergrond opgemaakt door het litho- en stratigrafisch onderzoekslaboratorium van het Departement Geologie van de Luikse universiteit (Professor E. Poty).

Die herziening van het gewestplan sluit bovendien rechtstreeks aan op de beleidsnota van de Waalse Regering op 27 maart 2002 in verband met de wijze van bekrachtiging van de aanvraagdossiers voor de opname van ontginningsgebieden op de gewestplannen. Overeenkomstig die beleidsnota heeft de Waalse Regering de Minister van Ruimtelijke Ordening opgedragen om de dossiers van aanvraag tot uitbreiding van het ontginningsgebied te laten behandelen als volgt : nagaan of de aanvraag betrekking heeft op een site die bekrachtigd wordt door voornoemde studie van hoogleraar Poty, of de aanvraag inspeelt op een strategisch ontwikkelingsplan van het bedrijf inzake economie, werkgelegenheid, duurzame mobiliteit en of ze aan minstens één van volgende prioriteiten voldoet:

- de huidige ontginning mag niet meer dan zes jaar duren in de vergunde perken, in functie van het huidige ontginningsritme behoudens buitengewone omstandigheden;
- de vraag draagt bij tot de instandhouding van een productiepotentieel voor een stof die als productiemiddel dient in een belangrijke economische sector in Wallonië.

De herziening heeft betrekking op de opneming in het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs

- \* van een ontginningsgebied van ongeveer 47 ha op het grondgebied van de gemeente Mont-Saint-Guibert (Corbais) in het verlengde van de huidige exploitatie op gronden die heden als landbouwgebieden worden opgenomen;
- \* van een reserveringsomtrek bestemd voor de aanleg als alternatieve compensatie van een verkeerswisselaar op kosten van het zandgroevebedrijf voor een bedrag van 700.000€; de aanleg van die verkeerswisselaar wordt als voorwaarde gesteld voor de uitvoering van de globale of de milieuvergunning;
- \* van een bijkomend voorschrift \*S.57 met vermelding van de wederbestemming van het nieuwe ontginningsgebied na stopzetting van de bedrijvigheid als natuurgebied; aan die verandering van bestemming wordt vorm gegeven door vrijmaking van de laatste schijf van de waarborg opgelegd door de globale vergunning of de milieuvergunning – of van elke andere in de plaats komende vergunning - voor de uitbating van de zandgroeve en de verschillende fases van de heraanleg ervan overeenkomstig artikel 55, § 5, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.  
De heraanleg, na stopzetting van de bedrijvigheid, van het ontginningsgebied als natuurgebied op kosten van het zandgroevebedrijf wordt opgelegd als alternatieve compensatie.

## **2. Chronologie van de herziening van het gewestplan**

De herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs heeft het voorwerp uitgemaakt van de procedure bepaald in de artikelen 42 tot 44 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en Energie, die chronologisch als volgt geordend is:

Op 4 december 2003 heeft de Waalse Regering de herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs (blad 40/1) beslist en heeft het voorontwerp aangenomen met het oog op de opneming van een ontginningsgebied op het grondgebied van de gemeente Mont-Saint-Guibert (Corbais).

Ten gevolge van de inwerkingtreding van artikel 46, § 1, 3°, van het “CWATUPE” waarbij een compensatiemechanisme opgelegd wordt bij opneming van een nieuw bebouwingsgebied op het gewestplan heeft de Waalse Regering op 19 december 2008 een besluit aangenomen tot aanvulling van bovenvermeld besluit door de opneming van een reserveringsomtrek bestemd voor de aanleg van een verkeerswisselaar als alternatieve compensatie.

Bij besluit van 25 februari 2010 heeft de Waalse Regering beslist een effectenonderzoek over het voorontwerp van herziening te laten uitvoeren en heeft ze de inhoud ervan aangenomen.

Het effectenonderzoek van het gewestplan voorgeschreven bij artikel 42, lid 2, van het Wetboek werd opgedragen aan het erkende bureau "CSD Ingénieurs Conseils SA" overeenkomstig een overheidsopdracht die gegund is via een onderhandelingsprocedure.

Op 27 juni 2013, op basis van voornoemd effectenonderzoek, wordt de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs door de Waalse Regering voorlopig aangenomen.

Het openbaar onderzoek betreffende het ontwerp van herziening van het gewestplan heeft van 13 januari 2014 tot 26 februari 2014 in de gemeente Mont-Saint-Guibert plaatsgevonden.

De informatievergadering bedoeld gedurende het onderzoek bij artikel 4, eerste lid, 8° van het « CWATUPE », heeft op 15 januari 2014 plaatsgevonden.

De overlegvergadering bedoeld na het openbaar onderzoek, overeenkomstig artikel 43 van het Wetboek, heeft op 3 maart 2014 plaatsgevonden.

Op 24 april 2014 heeft de gemeenteraad van Mont-Saint-Guibert een gunstig advies uitgebracht over het ontwerp van herziening van het gewestplan mits de aanleg van een secundaire verkeerswisselaar met de RN25 ter hoogte van de "rue de la Petite Sibérie" en de handhaving van de landschappelijke opening langs de N4.

Ten slotte heeft de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" (Waalse Raad voor de Duurzame Ontwikkeling) een advies uitgebracht op 13 oktober 2014 en de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening) op 23 oktober 2014. Deze gunstige adviezen gaan vergezeld van opmerkingen en bezwaren uitgelegd in het besluit.

Na de uitgedrukte bezwaren en adviezen te hebben onderzocht heeft de Waalse Regering de herziening van het gewestplan op 6 oktober 2016 definitief aangenomen.

Deze herziening heeft betrekking op de opneming van een ontginningsgebied van ongeveer 47 ha op het grondgebied van de gemeente Mont-Saint-Guibert (Corbais) in het verlengde van de huidige exploitatie op gronden die heden als landbouwgebieden worden opgenomen, op een reserveringsomtrek bestemd voor de aanleg van een verkeerswisselaar op kosten van het zandgroevebedrijf als alternatieve compensatie; de aanleg van die verkeerswisselaar wordt als voorwaarde gesteld voor de uitvoering van de globale of de milieuvergunning; op een bijkomend voorschrift \*S.57 met vermelding van de wederbestemming van het nieuwe ontginningsgebied na stopzetting van de bedrijvigheid als natuurgebied; aan die verandering van bestemming wordt vorm gegeven door vrijmaking van de laatste schijf van de waarborg opgelegd door de globale vergunning of de milieuvergunning – of van elke andere in de plaats komende vergunning - voor de uitbating van de zandgroeve en de verschillende fases van de heraanleg ervan overeenkomstig artikel 55, § 5, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning. De heraanleg, na stopzetting van de bedrijvigheid, van het ontginningsgebied als natuurgebied op kosten van het zandgroevebedrijf wordt opgelegd als alternatieve compensatie.

### 3. Milieu-overwegingen

Voorafgaand aan de analyse van de leefmilieuoverwegingen moet hier aangestipt worden dat dit besluit betrekking heeft op een gewestplanherziening en niet op een vergunningsaanvraag voor de uitvoering van het onderliggend ontwerp. Bijgevolg worden de bemerkingen uit het openbaar onderzoek, de verschillende adviezen van de herzieningsprocedure en bepaalde aanbevelingen van de auteur van het onderzoek betreffende de vestiging en de uitbating van het onderliggend industrieel project niet beantwoord, zij worden beantwoord in het kader van een latere aanvraag voor een globale vergunning.

#### *I. Gepastheid van de herziening van het gewestplan*

De zanden van de Brusselse zandformatie vormen de hoofdzakelijke zandvoorraad van Wallonië. De jaarlijkse productie is 1.800.000 ton in gemiddelde en zorgt voor de bevoorrading van 500 belangrijke klanten.

De kenmerken van die zanden, met name een hoge granulometrie en een uitstekende doorlatendheid, maken hen vatbaar voor alle klassieke gebruiken van de bouwsector.

Het aantal zandgroeven in het Waalse Gewest daalde, van 84 bedrijven in 1982 tot 3 bedrijven vandaag. De daar geëxploiteerde afzettingen hebben op grond van de huidige machtigingen de grens van hun exploitatiemogelijkheden bereikt.

In Mont-Saint-Guibert zijn de voorraden van het ontginningsgebied dat heden in het gewestplan plan wordt opgenomen, zeer gering.

Tot slot wordt de uitbreiding van het ontginningsgebied in Mont-Saint-Guibert gerechtvaardigd daar ze aan erkende sociaal-economische behoeften voldoet.

#### *II. Ligging en afbakening*

In de context van de steengroeven wordt het belangrijkste plaatsbepalingscriterium dat opnemings van nieuwe ontginningsgebieden rechtvaardigt, gebonden aan de aanwezigheid van een afzetting.

De hier bedoelde afzetting bestaat uit kwaliteitsvolle zanden die aan de specificaties van het merk BENOR voldoen.

In termen van ligging wordt de uitbreiding van de huidige exploitatie niet betwist.

In termen van afbakening is de voor de uitbreiding van het ontginningsgebied weerhouden omtrek degene voorgesteld in het effectonderzoek van het gewestplan (variant 2).

Wat de alternatieve compensatie betreft, is de weerhouden omtrek degene voorgesteld door de Waalse Overheidsdienst, DGO1, waarbij de doelstellingen betreffende de verbetering van de mobiliteit en de tijdens het openbaar onderzoek uitgedrukte aanvraag van de gemeente Mont-Saint-Guibert in aanmerking kunnen worden genomen.



### *III. Hydrogeologie en hydrologie*

Uit het effectonderzoek blijkt dat de dichtstbijgelegen beek, "Fontaine aux corbeaux" stroomt op 800 m in het westen van de site weg. Het uitbreidingsproject snijdt een druppelleiding voor oppervlaktewater die deze beek bevoorraadt. In dat opzicht zal de vergunning kunnen voorzien in een beschermingsmaatregel zoals voorgesteld in het effectonderzoek.

Het project zal geen significante impact op de afvloeiing van het grondwater, noch op de watervoorziening uit de winningen hebben. Er wordt geen impact op de tot drinkwater verwerkbare watervoorraden verwacht.

### *IV. Topografie en landschappen*

Het ontwerp van opneming van het ontginningsgebied kadert in een landschap van landbouwplateau met een gegolfde reliëf. Het plaatselijke landschap wordt reeds gekenmerkt door de bestaande standgroeve, de hoogspanningsleiding, het centrum voor technische ingraving, het bedrijvenpark en de aangrenzende weginfrastructuren.

Terwijl de uitzichten door plantenmerloenen langs de "rue des Trois Burettes" en de N25 worden gesloten, biedt de N4 nog vrije en lange uitzichten op het platteland.

De uitbating en daarna de heraanleg van het geplande ontginningsgebied zullen het reliëf en de inneming van de bodem aanzienlijk wijzigen. Deze wijziging zal geleidelijk gebeuren naarmate het uitbatingsfront zal voortschrijden en zal in de continuïteit van de bestaande uitgraving gebeuren.

Het landschappelijk kader van de omwoners gelegen langs de N4 in het zuidoosten van het gebied zal het meest veranderd worden. Over het algemeen dragen de merloenen tot het sluiten van een oorspronkelijk open landschap bij. Er wordt in dat opzicht in het effectonderzoek voorgesteld een landschappelijke opening te handhaven en de gemeente Mont-Saint-Guibert heeft dezelfde aanvraag geformuleerd. De handhaving van de landschappelijke opening, in het bijzonder langs de N4, zal volledig deel uitmaken van de afgifte van de vergunning.

### *V. Licht, klimaat*

De gemeten luchtkwaliteit geeft geen reden tot ongerustheid wat betreft de gezondheid.

De weersomstandigheden zijn vergelijkbaar met de weersomstandigheden van het geheel van de regio.

De uitbating van de uitbreiding van de zandgroeve zal een met de huidige exploitatie vergelijkbare impact hebben.

Het is niet voorzien het verkeer, dat het meest stoffen veroorzaakt, te verhogen. De nabijgelegen woningen gelegen langs de N4 zullen nochtans meer blootgesteld worden aan de stoffen maar de waarden zullen de gewoonlijk gebruikte normen naleven. De vervuiling met stoffen zal hoofdzakelijk beperkt worden tot de omtrek van de zandgroeve.

Wat de gevolgen op de broeikasgasemissies betreft, zullen ze vergelijkbaar zijn met degene veroorzaakt door de huidige zandgroeve en worden als matig beschouwd.

## *VI. Fauna, Flora, Biodiversiteit*

Het ontginningsgebied betrokken bij de herziening van het gewestplan heeft heden een geringe biologische waarde. Het wordt hoofdzakelijk bezet door teelten en door een kleine aanplanting van houtige gewassen.

De site is niet betrokken bij een beschermde natuurlijke omtrek maar ligt bij de site met een hoge biologische waarde van de 'Sablière de Mont-Saint-Guibert' die psammofiele soorten herbergt die interessant zijn voor de biodiversiteit van de regio zoals de oeverzwaluw of de basterdzandloopkever.

De impacten van de exploitatie van de uitbreidingsomtrek van de zandgroeve zijn gering gezien de armoede van de heden aanwezige milieus. De voornaamste impact slaat op de vernietiging van een bosgebied dat deel uitmaakt van de plaatselijke ecologische vermazing alsook op een heg waarvoor wordt voorgesteld te compenseren door nieuwe aanplantingen ergens anders op de site.

De biologische omgeving veroorzaakt door de uitbating van de aanwezige zandgroeve heeft dan weer een zekere biologische waarde.

Het is dus fundamenteel om tijdens de uitbating en ook na de uitbating te zorgen voor de handhaving van de op de site aanwezige soorten met een biologische waarde zoals de oeverzwaluw.

Uit het effectonderzoek blijkt in dat opzicht heropwaarderingsvoorstellen en aanbevelingen die de Waalse Overheidsdienst-DGO3 als voorwaarden vermeldt in zijn advies gunstig voor de uitbreiding van de zandgroeve. Het besluit van de Waalse Regering van 6 oktober 2016 neemt die voorstellen op waarbij wordt bepaald dat ze deel zullen uitmaken van het onderzoek van de vergunningsaanvraag en een bijkomend voorschrift \*S.57 bepaalt dat de wederbestemming na bedrijvigheid het natuurgebied zal zijn.

Bovendien wordt de heraanleg na bedrijvigheid van het ontginningsgebied als natuurgebied op kosten van het zandgroevebedrijf opgelegd als alternatieve compensatie.

De doeltreffendheid van de alternatieve compensatie wordt geconcretiseerd door de overeenkomst getekend op 19 juli 2016 tussen de nv SHANKS en het Departement Natuur en Bossen van de Waalse Overheidsdienst.

## *VII. Bebouwing*

Het blijkt uit het effectonderzoek dat de opnemings van het nieuwe ontginningsgebied in het gewestplan geen significante gevolgen zal hebben op de bebouwing. Geen enkel woongebied is gelegen op minder dan 500 meter van de betrokken gronden.

Wat de patrimoniale goederen betreft zou het landschappelijke kader van de kapel "Notre-Dame de Bon Secours" gelegen langs de N4 gewijzigd kunnen worden: de open uitzichten op het platteland naar het Zuiden zullen beperkt worden indien merloenen aangelegd wordt, waarbij die wijziging de patrimoniale kwaliteit van de kapel niet in twijfel trekt. Om de sluiting van het uitzicht te voorkomen bepaalt het besluit van de Waalse Regering van 6 oktober 2016 tot definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan dat de handhaving van de landschappelijke opening langs de N4 bij de vergunningsaanvraag in aanmerking zal worden genomen.

Er wordt geen gevolg verwacht voor de "Ferme de La Grange à la Dîme" en de "Ferme du Château" of de "Ferme de la Tour".

De in de archeologische inventaris opgenomen Romeinse site gelegen in de omtrek van de herziening van het gewestplan zal het voorwerp uitmaken van een archeologische evaluatie vóór elke exploitatie. Artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering ziet daarin uitdrukkelijk voor.

### *VIII. Geluidshinder en trillingen*

Het effectonderzoek bepaalt dat de uitbreiding van het ontginningsgebied de huidige waarden van de geluidsniveaus en van de trillingen niet wijzigt en dat de akoestische impact van de geëxploiteerde site, rekening houdende met de afstand van de dichtstbijgelegen woningen, kleiner zal zijn dan de vigerende normen.

### *IX. Mobiliteit - Verkeer*

Het effectonderzoek bepaalt dat het aan de activiteit van de zandgroeve gebonden verkeer zeer weinig gevolgen heeft in termen van mobiliteit. Dit verkeer vertegenwoordigt immers minders dan 2,6 % van het globale verkeer vastgesteld op de structurerende assen in de nabijheid van de site. De opnemings van een nieuw ontginningsgebied die alleen als doel heeft de bedrijvigheid te handhaven, zal het verkeer niet verhogen en zal dus geen aanzienlijke impact hebben op de verkeerslast van de gebruikte wegen.

Rekening houdende met de afwezigheid van een toegangsweg vanaf de N25 naar het zuiden ter hoogte van de "rue des Trois Burettes" moet het geheel van het verkeer bovendien het oostelijke gedeelte van de N25 en de rotonde tussen dit gedeelte en de N4 gebruiken. Het verkeer van de zandgroeve naar of vanuit het Westen vormt dus een storend verkeer op die plaats.

Met de aanleg van een verkeerswisselaar ter hoogte van de "rue des Trois Burettes" zou dit storend verkeer veroorzaakt door de activiteit van de zandgroeve verwijderd kunnen worden.

Dat is het doel van de alternatieve compensatie bedoeld in artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 6 oktober 2016 dat bepaalt: "*De aanleg van een verkeerswisselaar op kosten van het zandgroevebedrijf wordt als alternatieve compensatie opgelegd; de aanleg van die verkeerswisselaar wordt als voorwaarde gesteld voor de uitvoering van de globale of de milieuvergunning.*"

De doeltreffendheid van de alternatieve compensatie wordt geconcretiseerd door de overeenkomst getekend op 11 mei 2016 tussen de nv SHANKS en de gemeente Mont-Saint-Guibert en het Waalse Gewest. .

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 oktober 2016 tot definitieve aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs (blad 40/1) met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied en een reserveringsomtrek voor de aanleg van een verkeerswisselaar op het grondgebied van de gemeente Mont-Saint-Guibert (Corbais).

Namen, 6 oktober 2016.

De Minister-President,  
P. P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO

Onze ref. CRAT/14/AV.568  
BB/IH

23 oktober 2014

**Advies van de CRAT betreffende het ontwerp van herziening van het gewestplan van Waver-Geldenaken-Perwez met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied en een reserveringsomtrek voor de aanleg van een verkeerswisselaar op het grondgebied van de gemeente Mont-Saint-Guibert (Corbais)**

## **1. INLEIDING**

### **1.1. Aanhangigmaking en antwoord**

- Met haar schrijven ontvangen op 03 september 2014, heeft de Waalse Overheidsdienst (DGO4) om het advies gevraagd van de CRAT over bovengenoemd project.
- Overeenkomstig artikel 43, §44, van het CWATUPE heeft het advies van de CRAT betrekking op het dossier dat bestaat uit het ontwerp van plan samen met het effectonderzoek en uit de bezwaren, opmerkingen, processen-verbaal en adviezen uitgebracht tijdens het openbaar onderzoek.

### **1.2. Omschrijving van het ontwerp**

Het ontwerp van herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs beoogt:

- De opnemings van een landbouwgebied van een ontginningsgebied, met een oppervlakte van ongeveer 47 ha;
- De opnemings van een bijkomend voorschrift \*S.57 op de gronden van het toekomstige ontginningsgebied waarbij hun bestemming als natuurgebied na de uitbating wordt bepaald.
- De uitwerking van een archeologische evaluatie vóór de uitvoering van het ontginningsgebied.

De compensaties zullen uitdrukkelijk alternatief zijn en bestaan in :

- de aanleg van een volledige verkeerswisselaar ter hoogte van de "rue des Trois Burettes" op kosten van het zandgroevebedrijf ;
- Een heraanleg, na stopzetting van de bedrijvigheid, van de gehele uitbreiding van het ontginningsgebied als natuurgebied op kosten van het zandgroevebedrijf.

## **2. MEDEDELING**

**De CRAT is gunstig voor de doelstelling van de herziening van het gewestplan met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied als uitbreiding van een bestaande steengroeve in Mont-Saint-Guibert (Corbais).**

---

### 2.1. over de opneming van een ontginningsgebied:

---

#### **De "CRAT" is de opneming van dat gebied gunstig gezind.**

De CRAT, zoals het bureau belast met het effectenonderzoek, onderstreept dat de uitbreiding van het ontginningsgebied van Mont-Saint-Guibert gezien de socio-economische behoeften gerechtvaardigd wordt. Overigens wijst het onderzoek op het bestaan van een winning van zanden op de betrokken plaats, wat de voortzetting van de activiteiten van de zandgroeve mogelijk maakt, door te voorzien in haar ruimtebehoeften voor ongeveer 20 jaar.

De CRAT dringt opnieuw op de dringendheid van de herziening van het gewestplan aangezien het effectonderzoek bepaald heeft dat de hulpbronnen die bestaan in het ontginningsgebied dat heden in het gewestplan wordt opgenomen, slechts twee of drie exploitatiejaar mogelijk maken.

---

### 2.2. Over een bijkomend voorschrift \*S.57 op de gronden van het toekomstige ontginningsgebied

---

#### **De CRAT mag zich niet uitspreken over de opneming van dit voorschrift.**

Hoewel ze voor de wederbestemming na stopzetting van de uitbating als natuurgebied gunstig is, stelt de Commissie zich vragen over het gebruik van een dergelijk voorschrift met het oog op een wederbestemming van het gewestplan;

---

### 2.3. De uitwerking van een archeologische evaluatie vóór de uitvoering van het ontginningsgebied.

---

#### **De CRAT is voorstander van de uitwerking van een archeologische evaluatie in dit stadium.**

---

### 2.4. over de aanleg van een volledige verkeerswisselaar ter hoogte van de "rue des Trois Burettes" op kosten van het zandgroevebedrijf (1° compensatie)

---

De CRAT is gunstig voor het principe van een alternatieve compensatie met het oog op de verbetering van de toegankelijkheid van de plaats door de opneming van een reserveringsomtrek gevolgd door de bouw van een infrastructuur. De CRAT is evenwel het inrichtingsvoorstel, zoals het voorgesteld wordt, ongunstig gezind.

Ze acht immers dat het door de gemeente Mont-Saint-Guibert uitgebrachte voorstel meer relevant is. Het voorstel om een secundaire verkeerswisselaar in de vorm van een rotonde ter hoogte van de huidige ingang van de zandgroeve (rue de la Petite Sibérie) lijkt immers meer haalbaar en minder impacterend voor het leefmilieu. Het voorstel maakt het immers mogelijk om een onderbreking in de bosschage langs de RN25 te voorkomen en dus de impacten op de plaatselijke ecologische vermazing te beperken.

---

### 2.5. Over een heraanleg, na stopzetting van de bedrijvigheid, van de gehele uitbreiding van het ontginningsgebied als natuurgebied op kosten van het zandgroevebedrijf. (2° compensatie)

---



**De CRAT is die alternatieve compensatie gunstig gezind.**

De CRAT acht nochtans dat het meer gaat over aanbevelingen die in de milieuvergunning opgenomen zouden kunnen worden.

**2.6. Over de kwaliteit van het effectonderzoek**

---

**De CRAT acht dat het effectenonderzoek van goede kwaliteit is.**

Het maakt het immers mogelijk om het geheel van de impacten van het project op het leefmilieu correct in te schatten.

Voor de CRAT :

Pierre GOVAERTS,  
Voorzitter